identité

Revue D'ÉTUDES NATIONALES



Repenser L'ÉCOLOGIE

L'écologisme contre l'écologie • Le matérialisme, ennemi de l'environnement
Le progrès, impératif de la nature • L'homme et la terre
Le coût de l'immigration étrangère • Le déclin du Parti communiste
Le jardin à la française d'Éric Rohmer
Céline • L'agriculture assassinée

NUMÉRO 7 • MAI/JUIN 1990 • 40 FF ISSN 0999-6087

SOMMAIRE

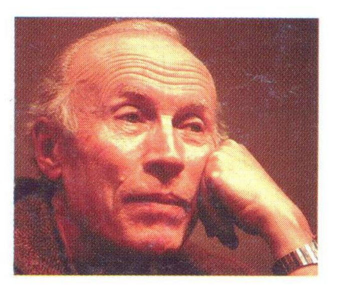


Illustration de la couverture : "Paysage d'Auvers-sur-Oise", de Vincent Van Gogh. « *La terre entière, continuellement imbibée de sang, n'est qu'un autel immense où tout ce qui vit doit être immolé sans fin, sans mesure, sans relâche* » (Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*).

Dépolluer les têtes

par Jean-Marie Le Pen

Dans les Rêveries d'un promeneur solitaire, *Jean-Jacques Rousseau nous expose les sentiments que lui inspire la nature : sérénité et paix intérieure, mais surtout oubli des obligations morales et des contraintes sociales. Père indigne, ayant abandonné ses enfants, il justifie son comportement et rejette, au nom de la nature, les fondements mêmes de la civilisation.*

Déjà au Moyen Age, les cathares, se prétendant plus purs que leurs contemporains, s'attaquèrent à l'ordre social, incarnation, selon eux, du Démon. Sous couvert de réformer l'Église de leur temps, ils prêchèrent le refus de la famille, des normes sociales, etc, répandant une doctrine d'anarchisme et de subversion sociale qui devait provoquer leur perte : comment défendre et organiser le peuple contre Simon de Montfort, lorsqu'on a prôné la désobéissance civile et le refus de la hiérarchie... au profit d'une caste de parfaits auto-proclamés ?

Cette opposition entre l'idéal du bien contenu dans la nature et l'absolu du mal que développe la civilisation, nous la retrouvons aujourd'hui chez les "écolo-gauchistes". De Katmandou au Larzac, ou, comme Brice Lalonde, du trotskisme aux palais de la République, ils ont propagé l'idée que, par rapport au monde primitif, "l'Occident est un accident", selon l'expression de Roger Garaudy. Opposés au profit "capitaliste", seule explication, d'après eux, de la destruction de notre environnement, ils proposent une société où les "écologistes", détenteurs du secret de l'harmonie sociale, seraient appelés à administrer les espèces vivantes. Parmi celles-là, les écolo-gauchistes admettent la survie de l'homme, mais réduit à son rôle biologique, car la science écologique remplacera l'art de la politique et les débats entre citoyens. C'est ainsi que la science écologique totale mène au totalitarisme et Big Waechter nous regarde.

Nous ne croyons pas à la pseudo-science des écologistes comme unique solution au formidable défi qui s'impose aujourd'hui à l'humanité : faire en sorte que la vie se maintienne à la surface de notre planète et que l'humanité échappe à la dégénérescence physique et morale qui la menace.

Nous constatons que les esprits sont pollués par les déchets idéologiques : égalitarisme, matérialisme scientiste, progressisme, relativisme moral, etc. Un monde écologiquement pur n'est pas seulement débarrassé de la toxicité de l'agression chimique, mais aussi de l'irradiation des idées mortelles pour les sociétés. Les quelques décisions techniques ou administratives du type de celles proposées dans le rapport Barnier, ce député RPR qui accepte que l'on couvre la Tarentaise de béton à l'occasion des Jeux Olympiques, ne résoudront pas la question première de la protection de l'environnement : peut-on sauver la vie humaine, animale et végétale, sans retrouver individuellement et collectivement le sens de notre héritage et des valeurs morales qui s'y attachent, respect du passé, effort et renoncement dans le présent au profit des générations suivantes ?

N'est-ce pas là le fondement d'une véritable politique de la vie, celle que préconise le Front national ?

En effet, comment, sans un effort politique, persuadera-t-on les Occidentaux de renoncer à un désir effréné de biens de consommation à travers lesquels ils ne rencontrent plus la vérité des choses : la quantité a tué en eux le goût réel et physique de la nature, ainsi que la perception du vrai ? L'artificiel devient la règle. La source qui jaillissait pure au creux du rocher est désormais chargée de phosphates et de nitrates ; car, pour produire les stocks invendables de beurre, de lait, de viande, de fruits et de légumes, de céréales, les agriculteurs sont poussés par les producteurs d'engrais chimiques à l'utilisation massive d'engrais de synthèse qui permettent, dit-on au consommateur, d'abaisser les coûts et d'augmenter la consommation. Les mêmes industries chimiques s'apprêtent à investir dans la construction de stations d'épuration des eaux : les molécules de la chimie de synthèse serviront ainsi deux fois. L'histoire nous a montré le résultat de telles pratiques lorsque certains peuples prédateurs, n'en déplaise à MM. Arpaillange, Crespo et Bloch, pillèrent l'Afrique du Nord, faisant avancer le désert de plusieurs centaines de kilomètres.

Aujourd'hui, refusant la vie humaine par suicide démographique, haussant l'avortement jusqu'au statut de Droit de l'homme, les écolo-gauchistes sont également des prédateurs : ils détruisent l'avenir de l'homme. Le discours électoral des Verts nie l'enracinement et les valeurs spirituelles. Voilà pourquoi ils ne parviendront pas à créer les conditions d'un sursaut collectif, mais tout au plus une mode, d'ailleurs vite récupérée par la consommation de masse : les grandes surfaces vendent du "Vert". Cet échec des écolo-gauchistes, un homme de droite, prix Nobel de médecine, en avait eu la prémonition : « Ce sont surtout la faiblesse intellectuelle et morale des dirigeants et leur ignorance qui mettent en danger notre civilisation [...]. Ils édifient une civilisation qui, destinée par eux à l'homme, ne convient en réalité qu'à des images incomplètes, monstrueuses de l'homme [...]. Il ne faut pas hésiter à ordonner la société moderne par rapport à l'individu sain. Les systèmes philosophiques et les préjugés sentimentaux doivent disparaître devant cette nécessité. Après tout, c'est le développement de la personnalité humaine qui est le but suprême de la civilisation. » Il s'appelait Alexis Carrel. Comment s'étonner que les idéologues de l'écologie ne le citent jamais ? ■



Repenser l'écologie

Dans les préoccupations, souvent justifiées, que suscite la défense de l'environnement, se mêlent tout et n'importe quoi. Détournée de son objet, l'écologie est devenue l'otage de la politique et la proie des falsificateurs et des charlatans.
Aussi, aujourd'hui, le débat pour la sauvegarde de la nature paraît-il réduit à deux extrêmes aussi simplificatrices qu'intolérables. D'un côté, le camp des "bons", celui des Verts, qui rêvent de mettre un terme au progrès et de revenir à l'état de nature, sinon d'arrêter le cours de l'histoire. De l'autre, les "méchants" qui veulent poursuivre le développement économique et technologique, quel qu'en soit le prix à payer pour l'homme et pour la nature.
Il faut dépasser les termes de cette alternative qui mènent tous deux à une impasse.
A l'écologisme des Verts, fondé sur une conception utopique de la nature empruntée à Rousseau, conception qui confond la science avec le rêve et rejette l'homme dans les ténèbres, il faut opposer une vision réaliste de la nature.
Une vision qui tienne compte de l'homme, lequel en est le principal élément et dont le rôle naturel, précisément parce qu'il est un être de culture, est d'imposer sa marque à la nature.
Pour faire pièce aux planificateurs technocrates et marxistes et aux fanatiques de la course au profit qui exploitent la nature sans discernement et la défigurent parce qu'ils sont le produit d'une société matérialiste qui accorde le primat à l'économie et au quantitatif ou qui relègue les intérêts supérieurs de la communauté derrière les intérêts privés, il faut revenir à une éthique et à une esthétique de la vie qui raniment le sens du sacré et de la durée et permettent à l'homme de retrouver la conscience de ses racines et de son identité, de cette identité propre à chaque peuple. En un mot, il faut renouer avec les lois qui gouvernent les hommes, ces lois fondamentales qui sont aussi celles de la nature.
A l'époque des droits de l'homme, il est temps de rappeler que, si l'homme détient des droits, il ne les a pas tous, et qu'il doit veiller à conserver sa place dans l'ordre de la nature.

L'écologisme contre l'écologie

par Bruno Mégret

Aujourd'hui, il est de bon ton de considérer les Verts comme les spécialistes incontestés de l'écologie, en quelque sorte les défenseurs attitrés de la nature. Il s'agit là d'une illusion. Car l'écologie est une science, celle des équilibres naturels, et elle ne saurait être confondue avec l'"écologisme" des Verts. L'écologisme, c'est-à-dire cet ersatz d'idéologie de gauche qui a substitué à l'utopie marxiste d'une société sans classe l'utopie communiste du retour à la nature et au bon sauvage. Or ce n'est pas en partant d'une idée fausse de la nature et en ignorant ses lois qu'on peut la sauver, mais en la prenant telle qu'elle est et en observant ses règles. Alors que l'écologisme sépare l'homme, qu'il assimile au mal, de la nature, l'écologie retient que l'homme est partie intégrante de celle-ci et qu'il est soumis aux mêmes règles qu'elle.
Aussi la promotion d'une véritable écologie passe-t-elle obligatoirement par le respect des règles qui gouvernent l'espèce humaine. Au premier rang de celles-ci : l'identité, enjeu politique capital, dont la défense est assurée par le courant national.

Aujourd'hui, la mode n'est plus au rouge, elle est au vert. Au moment même où le marxisme paraît vaciller, l'écologisme fait son entrée en politique.

C'est ainsi que les Verts sont devenus l'objet de toutes les sollicitations. Les exemples parlent d'eux-mêmes : Jacques Chirac offre au Vert Jean-Louis Vidal un poste d'adjoint à la Mairie de Paris, Laurent Fabius propose d'inclure l'environnement dans la Déclaration des droits de l'homme, Jacques Chaban-Delmas fait de l'écologiste Michel Duchêne son premier adjoint à la mairie de Bordeaux, tandis que Pierre Juquin, rénovateur communiste, se prononce pour un éco-socialisme.

La récupération bat son plein. Comment s'en étonner ? L'intérêt nouveau pour l'écologie montré par la classe politicienne s'explique non seulement par la sensibilisation, somme toute récente, de l'opinion aux problèmes de l'environnement, mais surtout par sa manifestation électorale : lorsque l'écologie "fait des voix", elle intéresse les politiciens.

Pourtant l'essentiel ne nous semble pas être là. Ce regain d'intérêt marqué depuis quelques mois par l'établissement à l'endroit des Verts trahit plus fondamentalement le fait que l'écologisme est peut-être aujourd'hui le seul avatar de la gauche pouvant permettre un renouveau de la vision du monde qu'elle véhicule.

C'est dans cette perspective que nous choisissons délibérément de parler d'écologisme plutôt que d'écologie.

L'écologisme, un ersatz de l'idéologie de gauche

Soyons clair. L'écologie est une science, la science des équilibres naturels.

L'écologisme, quant à lui, est une idéologie, un ersatz de l'idéologie de gauche, pour reprendre une formule de Jean-Claude Bardet [1]. Dès lors, parler d'écologie plutôt que d'écologisme pour qualifier un discours politique prétendant répondre à toutes les questions qui se posent à notre société procède de la manipulation pure et simple, pour tout dire de l'escroquerie doctrinale.

Qu'on en juge ! L'écologie des Verts se nourrit des présupposés philosophiques de la gauche, au premier rang desquels on trouve cette utopie récurrente d'un monde meilleur, d'une humanité perfectible. Vieille idée de gauche en effet que celle qui veut l'homme naturellement bon. Chacun le sait, dans ce type de discours, c'est la société qui a perverti l'homme, aussi faut-il la réformer en profondeur, voire la reconstruire, afin de forger un homme nouveau.

C'est sur un tel discours que s'appuie le marxisme. Or celui-ci a définitivement fait faillite, tant sa pratique rime aujourd'hui avec totalitarisme. Aussi les socialistes français ont-ils progressivement abandonné un projet politique par trop connoté, sans avoir pour autant renoncé à leurs folles utopies. Ils ont changé de modèle. De Marx ils sont passés à

Rousseau. Ce faisant, ils ont troqué un marxisme décidément obsolète contre un rousseauisme archaïsant.

Le mythe du bon sauvage a remplacé dans l'air du temps la volonté d'imposer la dictature du prolétariat. Pour autant, les fondements philosophiques restent les mêmes et, si Marx a permis le goulag, la Terreur de 1793, quant à elle, se réclamait de Rousseau. « *Le goulag conduit à repenser la Terreur en vertu d'une identité dans le projet. Les deux révolutions restent liées* », écrivait François Furet dans son livre *Penser la Révolution française* (Gallimard, Folio-Histoire, 1985).

C'est bien dans cette perpective que se place l'écologisme des Verts, mise en forme idéologisée d'un rousseauisme pénétré de l'utopie de la pureté de la nature : *Plus on y réfléchit, plus on trouve que cet état de nature était le meilleur à l'homme.* [...]. *L'exemple des sauvages, qu'on a presque trouvés à ce point, semble confirmer que le genre humain était fait pour y rester toujours et que cet état est la véritable jeunesse du monde* », écrivait Rousseau dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*.

Aujourd'hui, il se trouve encore des théoriciens de l'utopie de l'état de nature ; ainsi Serge Moscovici [2] se prononce pour une déshominisation qu'il baptise "ensauvagement" (sic).

De même, l'architecte Yona Friedmann plaide pour le retour à une "économie animale" (!), ajoutant que « *cette transformation risque d'être dure à supporter pour l'homme blanc, ses chances de survie dans un monde basé sur l'économie animale seront moindres que celles de la plupart des habitants des pays non industrialisés* ». Mais il conclut : « *Après tout, avouons-le* [...], *il l'aura bien mérité.* » (*Gulliver*, été 1974).

Dans le même champ lexical, l'ornithologue Lebreton, plus connu sous le pseudonyme de professeur Mollo Mollo, déclarait il y a quelques années : « *Il faut que cesse cette attitude technocratique, aménageuse, colonialiste, en un mot masculine, qui caractérise les rapports de l'Occidental avec autrui — y compris avec son environnement* [3]. » Frustrés de tous les pays, unissez-vous !

Croissance zéro, acculturation, arrêt de l'histoire, retour au stade animal, culpabilité de l'homme blanc, telles sont quelques-unes des perles de la logorrhée écologiste.

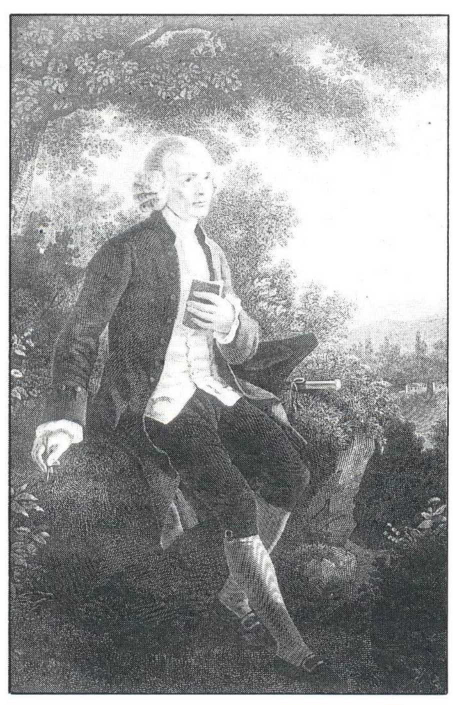
L'écologisme opère en effet dans son discours une double séparation manichéenne s'il en est. Dans l'esprit du marxisme, qui oppose arbitrairement la société sans classe à la société capitaliste, les exploités aux exploiteurs, l'écologisme distingue volontiers l'homme, qui souille son milieu naturel, de la nature elle-même, symbole de pureté et de générosité. L'écologisme sépare pareillement l'homme blanc occidental, exploiteur et aliénateur de la nature, du bon sauvage !

Dans les années soixante-dix, la revue écologiste *la Gueule ouverte* dénonçait comme un leit-motiv le "fascisme électro-nucléaire" (excusez du peu !). Aujourd'hui, la revue *Politis* (n° 70, 13/07/89) se félicite de la « *revanche des sauvages* » en magnifiant les tribus primitives d'Amérique et d'Afrique qui vivent « *de partage et de solidarité* » dans un état de stabilité d'où l'exclusion serait exclue : et si c'était le bonheur ?...

Le message cosmopolite des Verts

La connaissance de la "préhistoire" de l'écologisme politique en France (voir "Les dessous rouges des écologistes" par Jean-François Jalkh in *Identité*, n° 2, juil./août 1989) ne laisse aucun doute sur la teneur profonde du message politique des Verts : il est cosmopolite, intrinsèquement.

Ainsi le programme des Verts prévoit explicitement de donner le droit de vote aux immigrés. Antoine Waechter a lui-même placé en position éligible sur la liste européenne des Verts Djida Tazdaït, présidente, opportunément naturalisée française, d'une association de jeunes arabes à Lyon. Sur la même liste, on pouvait trouver Dominique Voynet qui déclarait il y a peu : « *Je souhaite que les Verts soient un mouvement ouvert aux associations et aux mouvements comme SOS-Racisme, France Plus, la CFDT. Nous ne renions aucune des valeurs de la gauche d'avant 1981* [4]. »



Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) : le gourou des Verts et la référence de l'"écologisme". Il a fourni à la branche pacifiste et utopiste de la gauche, orpheline d'un Marx dévalorisé et réfractaire à l'évolution affairiste et technocratique de la gauche caviar, un substitut idéologique adapté à ses fantasmes, celui d'un monde imaginaire, d'une nature idéalisée. Ici, Rousseau en train de composer l'*Émile* dans la vallée de Montmorency (gravure B.N.).

Apolitique, l'écologisme ? Pas vraiment. Et d'ailleurs, comment pourrait-il l'être lors même que la plupart de ses dirigeants et bon nombre de ses cadres viennent de l'ultra-gauche ? Ainsi Solange Ferneix, adjointe d'Antoine Waechter, est une ex-militante féministe et tiers-mondiste. Yves Cochet, cinquième sur la liste européenne des Verts, est un ancien responsable gauchiste de l'UNEF, tandis que Didier Anger, élu neuvième, est un transfuge de la CFDT qui d'ailleurs annonce clairement ses sympathies : « *Je me sens appartenir au peuple de gauche* [5]. »

Quant à Antoine Waechter, qui fut objecteur de conscience, il défilait, il n'y a pas si longtemps, bras dessus bras dessous avec Alain Krivine, l'inaltérable chef de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) et prenait parti pour la Kanaky indépendante quelque temps plus tard.

Les réalités contre les utopies

Mais l'erreur la plus grave que commet l'écologisme réside dans son refus maladif d'accepter la nature telle qu'elle est.

Comme le remarquait Raymond Ruyer, « *les intellectuels écologistes veulent protéger l'environnement, mais ils oublient que l'homme est surtout environné par d'autres hommes. Ils veulent protéger la nature, mais ils oublient qu'il y a d'abord une nature ethnique. Ils oublient de protester contre la pollution psychique. Ils sont pleins d'admiration pour les rites et les superstitions des sociétés sauvages, mais ils démolissent les rites et les mythes encore existants dans les liturgies traditionnelles des sociétés occidentales* [6]. »

La vérité est que l'écologie, loin de la vision tronquée et superficielle qu'en offre l'écologisme à des fins politiques, est profondément de droite. En premier lieu, comme le dit Maurice Barrès, « *rattachons tous nos efforts, non à une vue de l'esprit, mais à une réalité* ».

S'il n'était qu'une différence entre la vraie écologie et son ersatz idéologique, ce serait bien celle qui sépare en réalité la vision du monde dite de droite de celle de gauche, celle qui est attachée aux principes naturels et éternels de la vie humaine et celle qui leur préfère les utopies d'une nature humaine idéalisée. Maurras, dans *Mes idées politiques* (Fayard, 1937), résumait ainsi cette dichotomie : « *La machine du monde n'est pas conduite par les mots prononcés devant elle ou les phrases inscrites sur ses manivelles, mais par des créatures vivantes : des besoins, des intérêts, des forces réelles pleines d'appétit.* [...]. *Il faut connaître les vérités de la nature ou il faut périr sous leurs coups.* »

Pour notre part, nous préférons les réalités aux abstractions, les principes réalistes de l'écologie aux fantasmagories déracinées de l'écologisme. Laissons, dans ce contexte, la parole à l'un des fondateurs de l'écologie, Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1912 : « *Comme nos frères inférieurs, les cétacés des mers polaires ou les anthropoïdes qui errent dans les forêts tropicales, nous faisons partie de la nature. Nous sommes soumis aux mêmes lois que le reste du monde terrestre* [7] ». Mais il ajoutait : « *Puisque nous faisons partie de la nature, nous devons, ainsi que l'enseignait Épictète, vivre conformément à ses ordres.* »

Aujourd'hui, la terre, ou plutôt la planète, est l'objet d'un culte nouveau, destiné à remplacer le culte de la patrie tenu pour dépassé quand il n'est pas assimilé au racisme. Devenus citoyens de la planète, à défaut d'être citoyens d'une nation, les peuples occidentaux, promis au melting pot, sont invités à vivre dans l'adoration abstraite de cette nouvelle idole. Tel était le sens de la fête de la Terre, organisée à l'échelle mondiale à grands renforts de gesticulations médiatiques et qui fut cependant un échec complet. Comment aurait-il pu en être autrement quand on sait que, place du Trocadéro, les Parisiens étaient conviés à vivre dans l'émotion d'un sigle constitué de bouteilles vides ? On frémit à l'idée que le nouveau dieu ait pu être représenté à l'aide de vieilles boîtes de conserve !



« *La France doit être solidaire du tiers monde.* » Par ces mots, Antoine Waechter résumait assez bien sa philosophie. Remake de l'idéologie de la gauche, l'"écologisme" se recommande du mondialisme et du cosmopolitisme. La présence du patron des Verts au dernier congrès de SOS-Racisme, au côté de Harlem Désir et de Bernard-Henri Lévy, en a offert l'illustration. Il a révélé en même temps à ceux qui en doutaient que le prétendu apolitisme des Verts n'est qu'un attrape-nigaud.

Le respect des lois naturelles

On ne peut en réalité séparer l'homme de la nature. L'un et l'autre forment un tout. L'écologie véritable doit donc tenir compte des lois qui gouvernent l'espèce humaine. Soulignons-le, l'ignorance de ces lois est, à proprement parler, un crime contre la vie, contre la nature et, en conséquence, contre l'écologie elle-même.

Ainsi une écologie globale, une écologie réfléchie, doit prendre en compte les instincts élémentaires de la la nature humaine mis en évidence par l'éthologie. L'instinct d'agressivité, par exemple, régit les comportements des espèces : si l'homme occidental n'y fait pas exception, l'homme primitif non plus. Autrement dit, la nature humaine ne saurait se comprendre sans la notion de conflit.

Le disciple de Konrad Lorenz, Eibl-Eibesfeld, le confirme : « *L'agressivité en tant que disposition paraît bien répandue sur la terre. Qu'ils soient à l'état de nature ou civilisés, les peuples ne semblent pas différer* [...]. *Indiens des forêts vierges, Papous ou tribus noires africaines ne sont nullement*



Ci-contre : Antoine Waechter, le leader des Verts, en compagnie de Claude Bourdet et d'Alain Krivine, le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire. L'"écologisme" des Verts fait bon ménage avec la gauche. En prônant le pacifisme et le cosmopolitisme, il trahit l'écologie. Science des équilibres nécessaires à la survie des espèces, l'écologie enseigne que l'agressivité et la préservation de l'identité, donc du milieu, constituent des lois intangibles auxquelles l'homme ne saurait se soustraire.

moins agressifs que les représentants des nations évoluées [8]. » Vous avez dit "bon sauvage" ?

De la même façon, il est possible de constater que la plupart des animaux sont dotés, tout comme l'homme, d'un profond instinct territorial, tel que Robert Ardrey l'a défini dans *l'Impératif territorial* (Stock, 1967) : « *Il semble qu'un mystérieux influx d'énergie soit lié à la possession d'un fief. L'agresseur y est presque à coup sûr vaincu, l'intrus repoussé. D'autre part, ce dernier a parfaitement conscience de sa faute. Il est retenu par une inhibition tellement marquée qu'il est permis de se demander si toutes les espèces territoriales n'ont pas un sens universel de la propriété beaucoup plus profond qu'elles ne l'auraient si elles l'avaient acquis par l'éducation* [...]. *Lorsque votre chien aboie en voyant passer un étranger devant votre clôture, en quoi son mobile diffère-t-il de celui qui vous a poussé à la construire ?* [...] »

Écologie et identité sont indissociables

Mais il est d'autres enseignements que nous livre l'éthologie pour la compréhension des lois naturelles fondatrices de toute écologie véritable. Ainsi celle qui unit nature et culture : pour Konrad Lorenz, « *il tient à la nature profonde de l'homme, être de civilisation par excellence, de ne pouvoir trouver d'identification satisfaisante qu'à l'intérieur d'une culture et par le truchement d'une culture* [9] ».

De même, il faudrait noter que, parmi les quatre fonctions essentielles élaborées au cours de la phylogenèse des espèces vivantes, il en est une qui a pour effet d'« *empêcher les mélanges entre deux espèces ou quasi-espèces, soit entre deux cultures ou subcultures* [10] ».

Toutes ces observations tendent vers un constat : en niant ou en passant sous silence des lois naturelles incontournables, l'écologisme se démasque. Simple idéologie de gauche, il n'a pas le monopole de l'écologie dont il trahit nombre de schémas directeurs et de lois d'airain.

Dans ces conditions, la défense de l'écologie est bien autre chose que l'écume politicienne qui se dégage du discours des Verts. L'écologie, c'est avant tout la fidélité aux lois de la nature, c'est-à-dire la prise en compte du refus des mélanges et des pertes d'identité, le respect des territoires, une fidélité acceptant les conflits comme des données naturelles et reconnaissant l'existence des liens ineffables qui unissent nature et culture, l'homme étant par nature un être de culture.

Et Lorenz d'affirmer : « *La beauté de la nature et la beauté de l'environnement culturel créé par l'homme sont chacune nécessaires à la santé morale et spirituelle des êtres humains* [11]. »

Aussi les Verts trahissent-ils l'écologie au quotidien lorsqu'ils prônent le désarmement, favorisent la venue des immigrés et veulent construire l'Europe comme la « *préfiguration d'un monde pacifique et multiracial* [12] », selon l'expression du député vert de Belgique, Ludo Dieriekx. C'est en réalité dans la droite ligne des utopies progressistes et cosmopolites qu'ils se situent.

L'écologie véritable va au contraire de pair avec l'identité. En effet, défendre la faune, la flore, les sites, le patrimoine, c'est défendre ce que l'on est, c'est défendre son identité, sa vie. L'écologie est une science qui s'ordonne



Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814) fut un disciple fervent de Rousseau dont il tenta de transposer les thèses dans ses romans marqués par l'exotisme, le sentimentalisme et la nostalgie du paradis perdu. Ci-dessous : une lithographie pour *Paul et Virginie* (1788).

autour de lois d'airain. Elle renvoie avant tout au souci de préserver les milieux nécessaires à la survie et au développement des espèces vivantes.

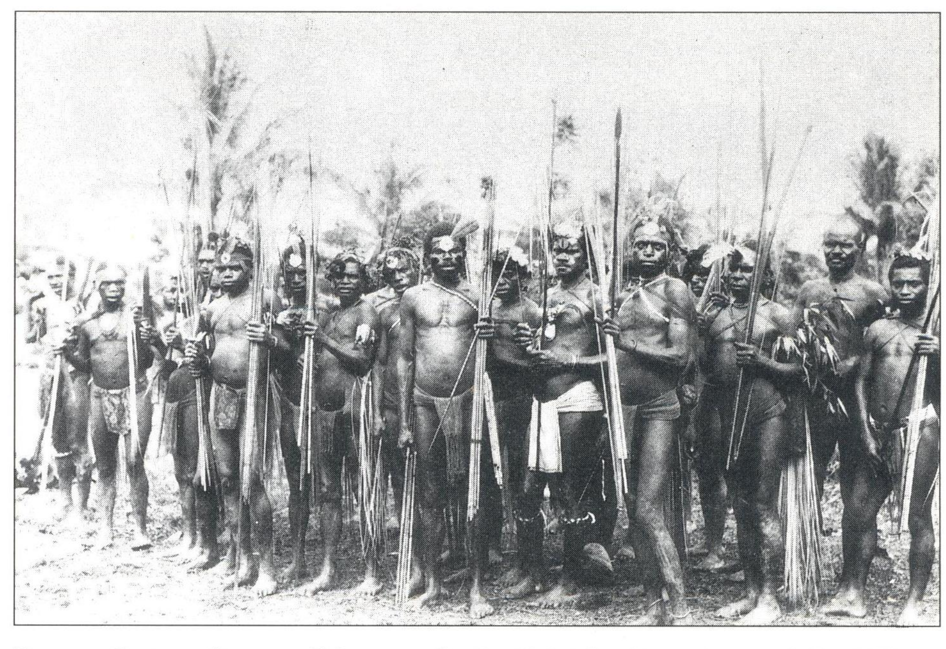
Les mammouths de l'espèce humaine

Or, parmi toutes les espèces, il en est une à laquelle nous sommes tout particulièrement attachés par les liens du sang et de la mémoire : c'est le peuple français. En application des lois naturelles qui régissent les espèces, nous osons dire que la survie et le développement du peuple français passent inévitablement par la préservation de son milieu naturel. Il faut que ce dernier reste intrinsèquement français, faute de quoi notre peuple dépérira et s'éteindra comme ces espèces vivantes dont on modifie trop le milieu. Nous ne voulons pas être les mammouths ou les pandas de l'espèce humaine.

Notre écologie est bien éloignée de l'écologisme cosmopolite : elle pose comme essentielle la préservation du milieu ethnique, culturel et naturel de notre peuple.

Dans les mentalités collectives, il semble juste et nécessaire de sauvegarder les espèces animales en voie de disparition. Souvenons-nous, à cet égard, de la tragi-comédie médiatique à laquelle nous avons assisté l'an dernier lorsqu'une baleine s'est trouvée prisonnière de la banquise. Les moyens mis en œuvre pour la sauver furent tout simplement colossaux.

Aujourd'hui, les peuples européens en proie à une véritable implosion démographique mettent en cause leur survie. Mais, à l'exception des nationaux, personne ne paraît s'en émouvoir. De même que personne ne s'émeut des tristes pratiques abortives dont le développement marque déjà de ses stigmates la fin de ce siècle. S'élever contre ces agissements, manifester sa foi en la vie et en un devenir de puissance pour notre peuple rélève de l'écologie.



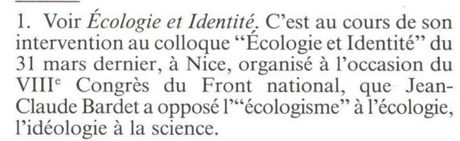
Dans ses *Conversations avec Eckermann,* Goethe déclarait : « *Souvent on souhaiterait être un de ces soi-disant sauvages nés dans les îles des mers du Sud pour pouvoir au moins une fois goûter l'existence humaine dans sa pureté, sans arrière-goût frelaté.* » Il ne faisait que reprendre les idées du temps. Le mythe du "bon sauvage" opposé à l'homme civilisé constitue aujourd'hui l'un des fondements de l'"écologisme", cet ersatz de l'idéologie de gauche qui alimente le discours des Verts. Ici, de "bons sauvages" de Nouvelle-Guinée.

En réalité, c'est le Mouvement national qui exprime aujourd'hui, en France, et partout en Europe, les réelles préoccupations idéologiques et identitaires de nos peuples.

A cet égard, le parti des Verts usurpe son image. Il est bien loin d'être le fer de lance de l'écologie dans notre pays. Son discours relève de l'écologisme, fils prodigue du marxisme. Entre les Verts et nous, il y a fondamentalement la distance qui sépare l'utopie d'un monde tel que certains peuvent le rêver de l'adhésion aux réalités du monde tel qu'il est.

Loin du tumulte politique, laissons Barrès, le poète, le patriote et... l'écologiste conclure : « *Vous préféreriez que les faits de l'hérédité n'existassent pas, que le sang des hommes et le sol du pays n'agissent point, que les espèces s'accordassent et que les frontières disparussent. Que valent vos préférences contre les réalités* [13] ? »

En somme, que vaut l'écologisme lorsqu'il nous est donné de parler de la vraie écologie, celle qui n'oublie ni les hommes, ni les peuples, ni leurs cultures ? ■





Michel Barnier, député RPR, en compagnie de son confrère Michel Noir, ou la rencontre de deux récupérateurs, l'un en écologie, l'autre en antiracisme. Chargé de mission sur l'environnement par le pouvoir socialiste, Michel Barnier a présenté cent propositions qui se veulent révolutionnaires pour sauver l'environnement et qui ne sont qu'un assortiment de mesures hypertechnocratiques.

1. Voir *Écologie et Identité.* C'est au cours de son intervention au colloque "Écologie et Identité" du 31 mars dernier, à Nice, organisé à l'occasion du VIIIe Congrès du Front national, que Jean-Claude Bardet a opposé l'"écologisme" à l'écologie, l'idéologie à la science.

2. Serge Moscovici, *Homme domestique et homme sauvage*, UGE, 1974.

3. Philippe Lebreton, *l'Énergie, c'est vous*, Stock, 1975.

4. *Valeurs actuelles*, 2 mai 1989.

5. *Ibid.*, 28 mars 1989.

6. Raymond Ruyer, *Contrepoint*, sept. 1974.

7. Alexis Carrel, *l'Homme, cet inconnu*, Plon, 1935.

8. I. Eibl-Eibesfeld, *Contre l'agression*, Stock, pp. 104-105.

9. Konrad Lorenz, *les Huit Péchés capitaux de notre civilisation*, Flammarion, p. 122.

10. Konrad Lorenz, *l'Envers du miroir*, Flammarion, 1975, p. 280.

11. Konrad Lorenz, *les Huit Péchés capitaux de notre civilisation*, *op. cit.*, p. 44.

12. Ve Congrès des Verts européens, cité par *Valeurs actuelles*, 2 mai 1989.

13. Maurice Barrès, *Scènes et Doctrines du nationalisme*.

Le matérialisme, ennemi de l'environnement

par Régis Constans

Dans un essai publié en 1977 et intitulé *la Nature dénaturée* [1], Jean Dorst écrivait : « *Il est urgent que cesse un vieil antagonisme entre les protecteurs de la nature et les planificateurs. Il faut que les premiers comprennent que la survie de l'homme sur terre exige une transformation profonde et durable de certains milieux. Il faut en revanche que les technocrates admettent que l'homme ne peut s'affranchir de certaines lois biologiques, que l'exploitation rationnelle des ressources naturelles ne signifie nullement leur dilapidation ou la transformation automatique et complète des habitats.* »

« *La nature est le corps de Dieu* » disait Jacob Boehme. En substituant à cette conception spirituelle du monde, propre à toutes les grandes religions et en particulier au panthéon antique, une vision mécanique de la nature, le rationalisme des Lumières a séparé cette dernière de l'homme, la lui rendant ainsi étrangère. Réduite à l'état d'objet, la nature a cessé d'être respectée. En moins d'un siècle, 75 p. cent des espèces animales existantes ont été détruites et une dizaine d'entre elles disparaissent chaque jour. Ici, des oiseaux et des loutres de mer englués dans le mazout de l'"Exxon Valdez" qui s'est éventré au large de l'Alaska l'an dernier.



Tous deux fruits du matérialisme, libéralisme et marxisme ont conduit au divorce de l'homme et de la nature. Les deux types de société qu'ils ont engendrés, la forme marchande à l'Ouest avec la logique du profit, la forme communiste à l'Est avec la logique de la planification, ont favorisé l'exploitation anarchique de la planète. Les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets, la lutte pour la sauvegarde de la nature passe donc nécessairement par un retour à une nouvelle vision de l'homme et de la société, une vision qui ne ferait plus passer l'économie avant les valeurs traditionnelles et qui ne déifierait plus l'individu au détriment de la communauté nationale. Car une société de déracinés s'adonnant au culte de l'instant est incapable de respecter la nature.

Jean Dorst soulignait ainsi que, contrairement à ce que pensaient alors (et pensent encore) la majorité des écologistes, il n'y a pas de conflit de principe entre la technologie et la défense de l'écologie.

La même année, faisant écho à Jean Dorst, le sénateur Édouard Bonnefous s'écriait : « *Une humanité coupée de la nature, privée des ressources de la terre, ne pourrait survivre. En dégradant systématiquement son environnement, en menaçant, par toutes sortes d'agresssions, son milieu naturel, en dégradant sa propre planète, l'homme du xxe siècle agit avec la plus totale inconséquence* [...]. *Pourtant,* ajoutait-il, *l'homme a aujourd'hui les moyens techniques d'assurer son bien-être et celui de ses descendants sans gaspiller son capital nature. C'est une question de discipline, de réglementation, d'organisation et de financement.* »

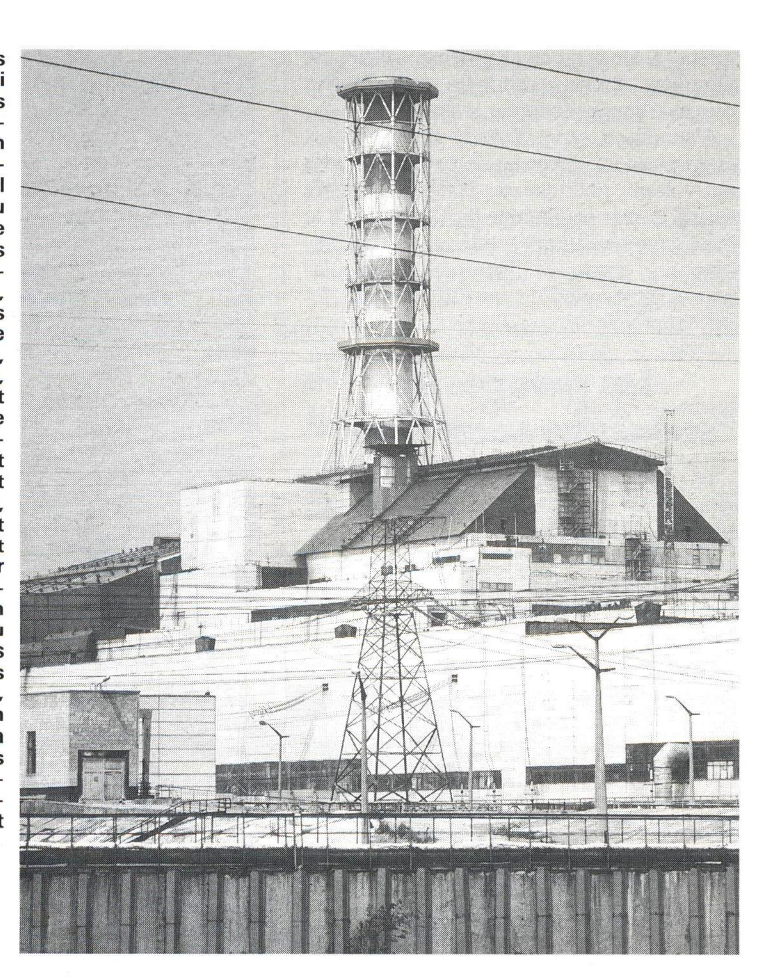
Il ne s'agit donc pas d'en finir avec la domination de l'homme sur la nature, mais de rappeler que cette domination — comme toute domination — doit avoir sa contrepartie, qui est la protection.

Cela suppose le respect d'une éthique, elle-même sous-tendue par la référence à un ordre supérieur, impliquant une certaine conception de l'homme.

Le véritable conflit se situe entre l'écologie et l'éthique dominante qui régit actuellement nos sociétés : course au profit à l'Ouest, impératifs du "socialisme scientifique" à l'Est.

A l'Ouest comme à l'Est, une même logique fondamentale : le primat accordé à l'économie. Résultat dans l'un et l'autre cas : à l'Ouest, une société matérialiste ne reconnaissant plus d'autres valeurs que marchandes, fondée sur l'individualisme, l'hédonisme, le rationalisme, ne se souciant que du moment présent, livrée à une concurrence sauvage destructrice de la vie sociale par l'effondrement des solidarités organiques qu'elle provoque ; à l'Est, une société entièrement soumise aux objectifs du Plan et à un productivisme aveugle.

Ce sont les pays communistes qui détiennent tous les records de pollution. Et c'est en URSS, à Tchernobyl, le 26 avril 1986, qu'a eu lieu l'accident nucléaire le plus grave : des milliers de personnes irradiées, 3 000 kilomètres carrés interdits, de nombreux pays, dont la Scandinavie, pollués. Consacrant la majeure partie de son budget à l'armée au détriment de ses habitants et de leur bien-être, l'URSS fut pourtant considérée pendant des décennies par l'intelligentsia occidentale comme l'un des pays phares du socialisme. Ici, les 300 000 mètres cubes de sable, de fer et de béton sous lesquels il a fallu enterrer les 183 tonnes de combustibles du réacteur qui irradient encore.



La course au profit

Dans son livre *l'Entreprise France* [2], Lothar Baier rapporte que le PDG de Peugeot-Citroën, Jacques Calvet, déclara les Allemands « *hystériques* » parce que le gouvernement de Bonn avait approuvé le principe du pot d'échappement catalytique.

« *L'industrie automobile* [*française*], explique-t-il, *craint tout simplement pour la vente de ses véhicules neufs, si la baisse de la TVA que le gouvernement lui a offerte en septembre 1987 pour accroître ses ventes devait être annulée par une augmentation de prix due aux catalyseurs. Et voilà pourquoi celui qui ose parler de pot catalytique est un hystérique.* »

Voilà comment, au nom d'une rentabilité à court terme, la France continuera à fabriquer des véhicules plus polluants que ceux construits en RFA. Nombre d'industriels pollueurs préfèrent d'ailleurs payer de fortes amendes plutôt que d'investir dans des technologies moins polluantes.

Les grandes marées noires de ces quinze dernières années (notamment celles provoquées en 1978 par l'"Amoco Cadiz", au large des côtes bretonnes, et, en 1989, par l'"Exxon-Valdez", au large de l'Alaska) sont le plus souvent imputables à des compagnies peu soucieuses des normes de sécurité et de l'entretien de leurs "tankers".

Les incendies de forêt qui se multiplient depuis quelques années — même en dehors de la période estivale — sont-ils le seul fait de promeneurs imprudents ou de criminels pyromanes de type traditionnel ? Il est possible de constater, surtout dans le Midi de la France, que les surfaces ainsi dégagées de leur végétation par les flammes sont occupées quelque temps plus tard par des ensembles immobiliers.

Le bétonnage systématique de nos côtes — et plus encore des côtes espagnoles et italiennes — illustre bien la primauté accordée au profit, au détriment de la sauvegarde des sites naturels dont la beauté était naguère chantée par les voyageurs du monde entier.

Même chose pour les paysages urbains. Comment la construction hâtive de ces hideux grands ensembles de béton, comme à Sarcelles, à La Courneuve, aux Minguettes, a-t-elle été possible dans les années cinquante et soixante ?

Il s'agissait alors de loger au meilleur prix, à la périphérie de Paris et des grandes métropoles, de nouvelles populations issues de l'exode rural, avant que d'y entasser les premières vagues d'immigrés recrutés par l'industrie automobile dans les douars d'Afrique du Nord.

Dans les années soixante-dix, ce fut l'élévation des "villes nouvelles". Construites *ex nihilo*, en plein champ, sans structure, généralement autour d'énormes centres commerciaux, véritables défis à l'environnement, ces "villes" se veulent à l'image de l'*homo occidentalis* moderne, c'est-à-dire d'un homme déraciné, cosmopolite, consommateur.

Les manifestations de février dernier en Bresse, en Champagne, en Anjou et dans le Gâtinais contre le stockage de déchets radioactifs ont remis en évidence le problème du retraitement des matières radioactives.

Depuis vingt ans, une polémique oppose les scientifiques sur les meilleurs procédés d'élimination de ces déchets. Mais lorsqu'au début des années soixante-dix, fut lancé le programme nucléaire français, la question fut reléguée au second plan.

Maurice Delange, un technicien de la COGEMA (la société qui s'occupe du retraitement), affirme aujourd'hui : « *Depuis le début, on savait que la question des déchets se poserait et qu'il faudrait stocker en profondeur, mais on n'avait que des solutions d'attente* [3]. »

Or la France gère actuellement 80 p. cent du retraitement mondial. La Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Allemagne, le Japon envoient leurs vieux combustibles à La Hague et à Marcoule. En principe, tous les clients étrangers sont tenus par contrat de rapatrier leurs déchets. Mais ce principe reste lettre morte.

Jusqu'à présent, les adversaires du retraitement n'ont jamais eu la possibilité de mener officiellement des recherches pour évaluer les risques et les coûts de leurs solutions.

Dans cette affaire, on a préféré jouer la politique de l'autruche, donnant ainsi des arguments faciles aux adversaires de l'énergie

nucléaire, alors qu'en elle-même, celle-ci est infiniment moins polluante que d'autres sources d'énergie (comme le charbon).

A condition, cependant, de prendre toutes les précautions nécessaires, ce qui suppose une volonté politique de défendre l'intérêt général contre les intérêts particuliers. Or le libéralisme occidental, fondé sur l'individualisme des droits de l'homme, relègue les intérêts supérieurs de la Cité derrière les intérêts privés.

Les ravages du "socialisme scientifique"

Le bilan écologique de l'ancien bloc communiste se révèle encore plus désastreux que celui de l'Occident.

Jusqu'à la catastrophe de la centrale de Tchernobyl, en avril 1986, le sujet était tabou. Depuis, il est publiquement reconnu.

En URSS, et dans l'ensemble des pays de l'Est, l'écologie était considérée comme "antisocialiste". Rivières mortes, forêts malades, paysages saccagés, urbanisme anarchique, et surtout un air que rendaient irrespirable les émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote dégagées par les hauts fournaux, sont le lot commun de ces pays.

« *Notre système économique est la plus polluante de nos institutions,* affirme l'économiste tchèque Jaroslav Stoklasa. *Notre consommation d'énergie et de matières premières augmente plus vite que notre production.* »

En 1978 paraissait en *samizdat* (publication dissidente clandestine) le premier bilan de santé écologique de l'URSS. Le titre était éloquent : "La destruction de la nature". Ce texte devait être traduit en français trois ans plus tard et publié sous le titre : *le Rouge et le Vert*[4]. Son auteur, Boris Komarov, ancien directeur des réserves naturelles en Azerbaïdjan, déclarait alors à la revue *l'Alternative* : « *L'écologie est ma profession. J'ai pu assister à un véritable pillage de la nature. J'ai vu comment on pollue les rivières, comment on abat de façon insensée des milliers de kilomètres carrés de magnifiques forêts de cèdres, comment des milliers de rennes, des centaines de milliers d'oiseaux sont massacrés par simple divertissement.* »

La pollution des fleuves et des rivières a atteint un niveau catastrophique.

La Vistule, qui arrose notamment Varsovie et Cracovie, est si souillée que son eau a même été déclarée impropre à certaines utilisations industrielles.

En Tchécoslovaquie, plus de la moitié des cours d'eau sont classés dans la catégorie la plus polluée.

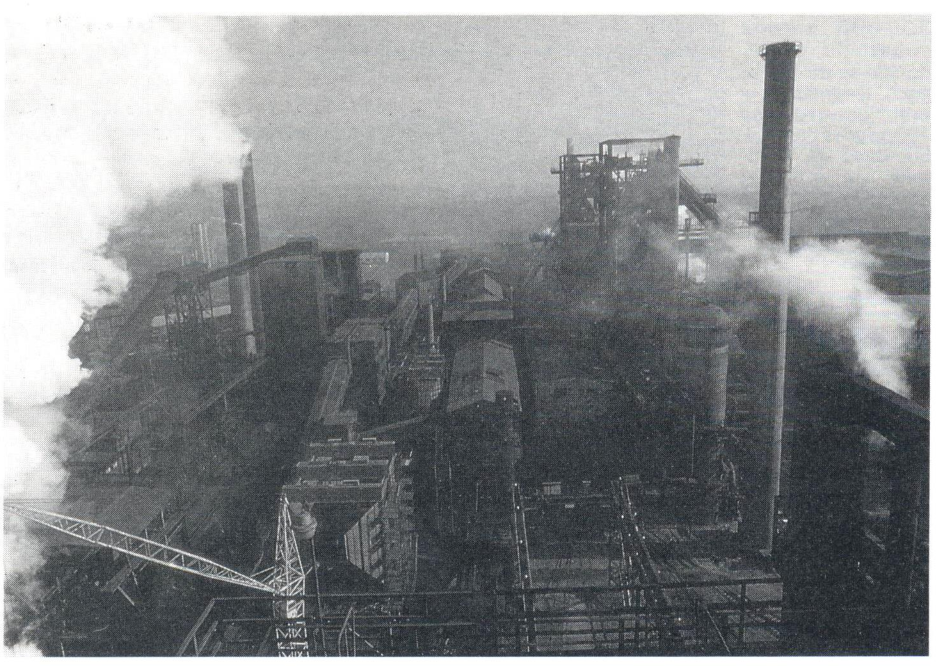
L'Elbe, qui traverse la Tchécoslovaquie, la RDA, puis la RFA, est par endroits un véritable égout à ciel ouvert : le « *cloaque de l'Europe* », disent les Tchèques.

Le niveau de nombreux cours d'eau a dangereusement baissé à la suite de la mise en œuvre de plans d'irrigation ayant entraîné un pompage excessif des rivières.

Ainsi, dans le Caucase, le bassin de l'Aral est-il en cours d'épuisement à la suite du pompage intensif des eaux de l'Amou Darya et du Syr Darya. Et, en vingt-cinq ans, la mer Caspienne, alimentée principalement par ces deux fleuves, s'est asséchée sur 60 p. cent de sa superficie.

En outre, 1,450 million de kilomètres carrés ont été rendus stériles.

Tout cela au nom du "matérialisme dialectique", arme magique grâce à laquelle les dirigeants de l'Est ont cru pouvoir violer à volonté les "lois" de la nature pour réaliser les normes fixées par le Plan.



En mars dernier, *le Monde* publiait une série d'articles intitulés : "Europe de l'Est : la nature en ruine". « *Les régimes communistes ne laissent pas seulement derrière eux une économie en ruine,* exposait le journal. *Ils lèguent des rivières mortes, des forêts malades, des paysages éventrés et des villes rendues irrespirables* [...]. *Sans oublier les dégâts d'un urbanisme arriéré* [...] *qui fait surgir partout d'abominables cités de béton.* » C'est qu'au paradis marxiste, le "kombinat" était roi et l'homme et la nature asservis au grand mythe de la production. Sur la photo : les ouvriers de Vitkovice à Ostrava en Tchécoslovaquie.

Le 26 avril 1986, l'un des quatre réacteurs de la centrale de Tchernobyl, à cent cinquante kilomètres au nord de Kiev, entrait en fusion, dégageant un nuage radioactif qui, après avoir atteint la Scandinavie, se dirigea vers l'Europe de l'Ouest, avant de faire le tour complet de la planète.

Il ne s'agissait pas d'une accident fortuit. La vétusté des installations, leur absence d'entretien, l'indifférences des autorités au respect des normes de sécurité, rendaient la catastrophe prévisible.

D'ailleurs, avant Tchernobyl, il y eut bien d'autres accidents nucléaires en Union soviétique, notamment à Atomash, en 1983 ; à Rovno, en Ukraine, en 1981 ; à Chevtchenko, au bord de la Caspienne, en 1973 ; à Tchéliabinsk, dans l'Oural, en 1957.

Primat de l'économie

Les technocrates occidentaux se réfèrent souvent à une logique similaire. Notamment en ce qui concerne l'agriculture, considérée davantage comme une charge que comme un atout.

Au nom d'une politique agricole commune concoctée à Bruxelles, les divers gouvernements français ont suivi, depuis trente ans, une politique suicidaire en matière agricole. Des départements entiers, notamment dans le Centre, retournent en friche à la suite de la suppression d'un certain nombre de cultures. Tandis qu'ailleurs, une surproduction obtenue grâce à des méthodes de culture ou d'élevage surintensives épuise les sols, pollue les eaux et produit des viandes, volailles et laitage de qualité médiocre. Système d'autant plus absurde que les quotas imposés par Bruxelles obligent périodiquement les paysans à abattre une partie de leur cheptel et à détruire leurs surplus de blé ou de lait. Une telle politique ne profite ni aux agriculteurs ni à l'écologie.

Car l'agriculture joue un rôle primordial dans l'entretien de la nature.

« *Notre territoire,* expliquait récemment Bruno Mégret dans le quotidien *Présent, les paysans le savent mieux que quiconque, n'est pas, comme le laissent parfois entendre certains militants Verts, le produit spontané de la nature. Il est comme un immense jardin travaillé et retravaillé par les paysans. Chaque terroir, chaque coteau, chaque lopin de terre a son histoire et son nom car il a été façonné par la sueur de milliers de générations de paysans qui se sont succédé sur notre sol*[5]. »

Mais cette dimension échappe totalement à nos gouvernants que guident exclusivement les valeurs économiques.

De même ne perçoivent-ils pas cette autre fonction essentielle du monde paysan : assurer l'équilibre psychique de la nation.

Dans le même article de *Présent*, Bruno Mégret ajoutait : « *Le monde rural est le vivant détenteur d'un certain nombre de valeurs* [...]. *C'est par lui que notre peuple se trouve encore au contact de la nature. C'est lui qui assure,*



La construction de murs de béton le long des côtes de tous les pays méditerranéens constitue une atteinte irréparable à l'environnement. C'est que la logique du profit et de la croissance à tout prix prônée par un certain libéralisme et les impératifs de la société de consommation conduisent à une exploitation sans limite de la terre et des océans. Certains s'imaginent pouvoir corriger tous ces excès par plus de technique. C'est le cas de la classe politique. Seul un retour à une conception du monde où l'économie ne fera plus la loi permettra d'enrayer cette rage de détruire la nature.

plus que d'autres milieux, la pérennité des traditions, la fidélité à un héritage, la conscience du passé et de l'histoire. Le monde rural est un puissant facteur d'enracinement et à cet égard un salutaire contrepoids au développement trop souvent anarchique des zones urbaines banlieusardes et cosmopolites. »

Enracinement, héritage, conscience du passé et de l'histoire, c'est aussi, et peut-être d'abord, cela l'écologie.

Autrement dit, celle-ci se confond avec les fondements de notre culture. C'est pourquoi ce qui menace l'écologie est ce qui menace également notre culture.

Qu'est-ce qui menace notre culture ? La rupture des liens, des traditions, des racines, la perte du sens du foyer, de la patrie, la perte des valeurs spirituelles, bien sûr, mais aussi des valeurs humblement matérielles (comme la bonne cuisine, par exemple), c'est-à-dire la disparition de tout ce qui est stable, profond et raffiné, bref de tout ce qui constitue notre identité.

Selon le philosophe chrétien Gustave Thibon, il s'agit là des « *stigmates de toutes les civilisations matérialistes* [6] ».

Notre société matérialiste envisage les rapports entre l'homme et la nature dans une perspective mécanique. Le monde est considéré comme un objet dont l'homme serait le sujet séparé qui pourrait conformer la nature à n'importe lequel de ses projets sans se porter atteinte à lui-même.

Dès 1935, le docteur Alexis Carrel dénonçait, dans *l'Homme, cet inconnu*, la conséquence majeure de cette conception : la désobéissance aux règles fondamentales de la vie qui a engendré une transformation aveugle du milieu, néfaste pour l'homme. « *La civilisation moderne se trouve en mauvaise posture,* écrivait-il, *parce qu'elle ne nous convient pas. Elle a été construite sans connaissance de notre vraie nature (...)* [7]. »

Pourquoi cette civilisation ne nous convient-elle pas ? Serait-elle serve de la science et de la technologie, comme le croient la plupart des écologistes ? Au contraire, expliquait Carrel, elle ne nous convient pas parce qu'à la science, fruit de l'observation du réel, elle préfère les idéologies.

Le monde moderne, affirmait-il, « *a construit l'homme, non pas suivant l'esprit de la science, mais suivant des conceptions métaphysiques erronées. Le moment est venu d'abandonner ces doctrines. Nous devons briser les barrières qui ont été élevées entre les propriétés des objets. C'est une mauvaise interprétation d'une idée géniale de Galilée qui constitue l'erreur dont nous souffrons aujourd'hui.*

« *Galilée distingua, comme on le sait, les qualités primaires des choses, dimensions et poids, qui sont susceptibles d'être mesurées, de leurs qualités secondaires, forme, couleur, odeur, qui ne sont pas mesurables. Le quantitatif fut séparé du qualitatif. Le quantitatif, exprimé en langage mathématique, nous apporta la science. Le qualitatif fut négligé. L'abstraction des qualités primaires des objets était légitime. Mais l'oubli des qualités secondaires ne l'était pas. Il eut des conséquences graves pour nous.*

Réflexions d'Alika Lindberg*

L'écologie, dans son sens acquis de "sauvegarde de la vie", nous concerne. La lutte contre les pollutions en est un des aspects. L'autre est celui du sauvetage de la faune et de la flore menacées.

Respecter les équilibres naturels, dans lesquels le rôle de chaque animal et de chaque plante est essentiel, est aujourd'hui une nécessité vitale. En écologie, tout se tient. Tout dépend de tout et de chacune de ses composantes. [...].

Lorsqu'on veut sauver les éléphants, on ne vole pas seulement au secours d'une espèce magnifique : on tente du même coup de protéger de la désertification les régions dont ils sont les plus efficaces jardiniers, notamment en creusant de vastes cuvettes destinées à recevoir les pluies. Or la désertification de l'Afrique amènerait des bouleversements climatiques qui affecteraient le monde entier... donc nous.

Quand on se bat pour la baleine, pour l'éléphant ou le martin-pêcheur, on se bat pour l'Homme [...].

A l'époque romantique, ce sont les traditionalistes, confrontés à l'industrialisation, qui ont les premiers défendu la nature. Ceux qui veulent conserver leur patrimoine sont atteints dans leur chair par la destruction des beautés et des ressources de leur pays, comme ils sont indignés par les pollutions morales qui désagrègent le peuple.

C'est vrai : l'écologie ne connaît pas de frontières, puisque ce qui se passe aux antipodes influe sur notre propre milieu. Mais, contrairement à ce que croient les mondialistes, elle ne peut se vivre efficacement, quotidiennement, qu'à l'échelle de chaque pays, de chaque région, et même de chaque commune, de chaque famille.

Le souci de conservation de la nature "colle" à notre identité, à la grandeur de notre vieille civilisation, à nos racines gauloises (le dieu de la nature, Cernunnos, était à la fois le protecteur des arbres, des animaux et des hommes), à nos traditions chevaleresques, à notre goût de la beauté, bref à tout ce que nous voulons défendre.

L'écologue américain Ian Mac Millan a écrit : « *Ce qui compte vraiment dans la sauvegarde des condors et de leurs congénères, c'est, bien sûr, que nous avons besoin d'eux, mais surtout que nous avons besoin de développer les qualités humaines qui sont nécessaires pour les sauver : car ce sont celles-là mêmes qu'il nous faudra pour nous sauver.* »

Certes, pour sauver la Nature, une coopération internationale est nécessaire, mais c'est d'abord à l'échelle de chaque famille, de chaque village, dans la redécouverte par l'homme des lois fondamentales de la vie, dans l'amour pour son terroir, dans l'attachement à ses racines, que la bataille sera gagnée en profondeur.

* Texte extrait de la communication que fit Alika Lindberg au VIIIe Congrès du Front national, en avril dernier, dans le cadre du colloque consacré à l'écologie.

Car, chez l'homme, ce qui ne se mesure pas est plus important que ce qui se mesure [...][7] ».

Dans ses *Réflexions sur la conduite de la vie*[8] publiées après sa mort, Carrel poursuivait cette analyse : « *Nous avons stagné dans les abstractions au lieu de nous avancer vers la réalité concrète* [...]. » Résultat : « *Les nations démocratiques actuelles méconnaissent la valeur des concepts scientifiques dans l'organisation de l'existence collective. Elles mettent leur confiance dans les idéologies ; surtout l'idéologie libérale et l'idéologie marxiste, ces filles jumelles du rationalisme du siècle des Lumières.*

« *Or ni le libéralisme ni le marxisme ne se sont basés sur une observation exhaustive de la réalité* [...]. » Leurs principes respectifs « *sont des vues philosophiques, et non des concepts scientifiques.*

« *Libéraux et communistes partagent la même croyance en la primauté de l'économique. Cette croyance est un héritage des philosophes du* XVIII*e siècle. Elle ne tient nul compte de la connaissance scientifique que nous possédons aujourd'hui des activités physiologiques et mentales de l'être humain et du milieu que demandent ces activités pour se développer de façon optimum* [...]. »

Interaction entre l'homme et la nature

C'est cette croyance matérialiste (et non scientifique) en la primauté des valeurs économiques qui, selon Alexis Carrel, est à l'origine de cette désobéissance aux lois de la nature.

« *L'homo œconomicus,* expliquait encore Carrel, *est une création du libéralisme et du marxisme, et non pas de la nature. L'être humain n'est pas construit uniquement pour produire et consommer. Depuis le début de son évolution, il a fait preuve d'amour, de beauté, de sens religieux, de curiosité intellectuelle, d'imagination créatrice, d'esprit de sacrifice, d'héroïsme. Réduire l'homme à son activité économique équivaut donc à l'amputer d'une partie de lui-même. Le libéralisme et le marxisme violent donc, l'un et l'autre, des tendances fondamentales de la nature*[8]. »

De cela, les représentants, en URSS, d'un courant écologiste qui s'affiche au grand jour depuis trois ans sont aujourd'hui persuadés. Lié aux milieux néo-slavophiles, parfois proche du mouvement Pamiat ("Mémoire"), ce courant affirme que le sauvetage de la nature en Union soviétique ne peut passer que par la défense de l'homme et de la culture russes, et par le rejet symétrique du communisme et du modèle consumériste occidental.

L'un des porte-parole de ce courant n'est autre que le célèbre écrivain "ruraliste" Valentin Raspoutine qui vient d'être appelé par Mikhaïl Gorbatchev à siéger au nouveau Conseil présidentiel.

La défense de l'écologie est au cœur de notre combat national. L'un et l'autre impliquent une vision concrète de l'homme, considéré comme « *parcelle du cosmos vivant et incarné* » (D.H. Lawrence).

La majorité des Verts occidentaux ne partagent pas cette conception. Paradoxalement, ils restent prisonniers du même naturalisme que leurs adversaires, naturalisme fondé sur le divorce entre l'homme et la nature.

Le seul différend qui les oppose ne porte que sur l'interprétation qu'ils donnent de ce divorce : pour les uns, il justifie l'exploitation sans limite de la nature par l'homme ; pour les autres, il implique au contraire l'effacement de l'homme (voire sa disparition) devant la nature.

Nous plaçant dans une perspective organique et non mécanique, nous pensons au contraire qu'il y a complicité totale et interaction naturelle entre l'homme et la nature. « *Le milieu est ajusté à l'homme et l'homme au milieu,* écrivait Alexis Carrel. *On peut dire que le milieu est pour l'homme ce que la serrure est pour la clef. Homme et milieu forment les deux parties d'un tout*[8]. » D'où la nécessité de réapprendre à l'homme qu'il n'est pas un élément extérieur à la nature mais qu'il est partie intégrante de cette structure vivante dont il a la jouissance.

Pour une esthétique de l'environnement

Au "naturalisme" des écologistes et des bétonneurs, il convient d'opposer une esthétique de l'environnement. Les atteintes à l'écologie s'expliquent aussi, dans une large mesure, par la perte navrante du sens de l'esthétique.

Dans un livre d'entretiens avec Kurt Mündl, intitulé *Sauver l'espoir*[9], Konrad Lorenz a montré que « *la perception des formes a une importance considérable dans le domaine particulier de la protection de l'environnement car un être humain capable de percevoir l'harmonie des espaces naturels tentera de s'opposer à leur destruction.* »

Or l'un des drames de notre société est la perte du sens de l'esthétique. Cela s'apprend, disait Konrad Lorenz qui expliquait : « *L'apprentissage est indispensable pour acquérir une certaine perception des formes et appréhender inconsciemment un environnement* [...]. *Il faut enseigner aux hommes à sentir les équilibres — condition première d'un juste fonctionnement de la perception des formes — et à être sensibles à l'harmonie. Alors seulement ils apprendront à protéger la nature.* »

La défense de l'écologie passe bien par une nouvelle "réforme intellectuelle et morale". ■



Toute société qui n'a plus pour valeur que l'argent et pour fondement l'individu, au détriment des valeurs traditionnelles et des liens communautaires, toute société qui ne vit plus que dans le mépris de ses racines et dans la soif de l'immédiat ne peut respecter la nature. Car ce respect ne peut procéder que du respect de soi et d'une vue à long terme. Les forêts détruites par les pluies acides, comme sur cette photo, ou par les incendies ne se reconstituent qu'après de longues années.

---

1. Éd. du Seuil, 1977.
2. Calmann-Lévy, 1989.
3. *L'Événement du jeudi*, 15/02/90.
4. Éd. du Seuil, 1981.
5. 13/04/90.
6. Gustave Thibon, *l'Échelle de Jacob*, Fayard, 1975.
7. Alexis Carrel, *l'Homme, cet inconnu*, Plon, 1935.
8. Plon, 1950.
9. Stock, 1987.

Le progrès, impératif de la nature

par Pierre de Meuse

Les nombreuses atteintes que les sociétés industrielles portent à l'environnement ont amené beaucoup d'écologistes à remettre en cause le progrès scientifique et technique et, en particulier, l'œuvre de l'Occident, et à prôner un retour au paradis mythique des sociétés primitives, par opposition à l'enfer des sociétés développées. Mais c'est oublier que le milieu est la résultante de l'action des espèces et qu'il n'existe donc pas d'environnement naturel. C'est ignorer plus encore qu'il est dans la nature même de l'homme, être de culture contrairement à l'animal, de maîtriser la nature et que seuls varient entre les peuples les rythmes de cette exploitation. S'opposer au progrès industriel et technique revient donc à remettre en cause l'homme lui-même, et surtout l'homme européen, et sa soif de connaissance. Le respect de l'environnement ne peut donc résulter que de la maîtrise raisonnée du progrès et des illusions de gauche qu'il a pu susciter : l'individualisme par lequel l'homme entend se désolidariser de l'espèce, l'utilitarisme qui soumet toute chose à l'immédiat et le mondialisme qui détruit les cultures.

Obtenir un consensus de surface sur l'écologie n'est pas difficile. Qui oserait en effet justifier l'empoisonnement de l'eau, les marées noires ou la disparition des espèces ? Une sympathie à bon marché jaillit spontanément dès que l'on présente au public certaines images choquantes : pétrels englués dans le cambouis, forêts assassinées, etc.

Malheureusement, cette bonne volonté s'évapore lorsque les décisions à prendre entraînent des sacrifices, nécessairement reportés sur le plus grand nombre. A ce niveau, l'opinion cherche désespérément un responsable anonyme et impopulaire, guidée en cela par sa lumineuse classe politique. Bien entendu, il est très rare qu'une telle quête aboutisse à un changement concret.

C'est que la politique n'a aucune approche globale de la question écologique. Il y a en effet un contraste saisissant entre un discours écologiste truffé d'anathèmes et de malédictions contre la société industrielle qui conduit notre planète à la catastrophe et les analyses ponctuelles, décomposant de façon technique un problème limité comme la pollution du Rhin ou la dégradation de la nappe phréatique. Entre les deux, rien, sauf une approbation molle. Or personne ne propose sérieusement le retour au rouet et à la cueillette, pas même les gourous qui nous convient à rejoindre les "communautés" du Quercy ou du Rouergue, arches qui échouent régulièrement pour reprendre un peu plus loin.

Si une telle approche est si difficile, la raison en est que certaines conceptions profondément ancrées dans notre culture nous empêchent d'aborder de front la question et de lui apporter des réponses.

L'erreur de Rousseau

Au cœur de la contradiction : la position de l'homme par rapport à la nature. Est-il soumis aux lois des espèces ? Fait-il partie du monde vivant, avec lequel il partage une solidarité essentielle, ou doit-il au contraire se fixer pour but de s'en libérer ? Si l'on définit le progrès comme la voie qui sépare l'homme de la nature, on s'enferme dans une dialectique qui rend impossible une réflexion constructive sur l'écologie.

Ainsi les écologistes reprennent trop souvent à leur compte la vieille théorie rousseauiste de la culpabilité de l'homme social qui se serait exclu de la nature par ses violences et ses excès. C'est de là qu'est née la sensiblerie avec les animaux, « *le stigmate le plus évident de la décadence* » selon Nietzsche, ou encore une estime immodérée pour les sociétés tribales et primitives auxquelles nous devrions revenir, car elles seraient les seules à préserver l'environnement, à respecter les autres espèces. Or l'étude de la préhistoire et de la géographie humaine nous apprend qu'aucune espèce, pas plus l'homme primitif que les autres, ne peut laisser un cadre de vie intact. Les cités lacustres de l'époque néolithique avaient une durée de cinquante ans, temps nécessaire pour épuiser et asphyxier les lacs où elles étaient établies.

Il en est de même de la pâture des moutons ou de la déforestation par brûlis, qui contribuèrent à la fabrication de nombreux déserts, sans que la machine créée par l'homme ait quelque chose à y voir. La vérité est qu'il n'y a pas d'environnement "en soi" : le milieu est la résultante de l'action des espèces vivantes. Il n'y a pas de modèle idéal originel "non touché par l'homme" : l'évolution de ce cadre n'est qu'une succession d'équilibres rompus. Nous n'avons pas à désigner d'un doigt accusateur l'homme social car cet ordre des choses se retrouve dans toutes les sociétés, qu'elles soient primitives, traditionnelles, industrielles ou tertiaires. Seuls diffèrent les rythmes et les quantités.

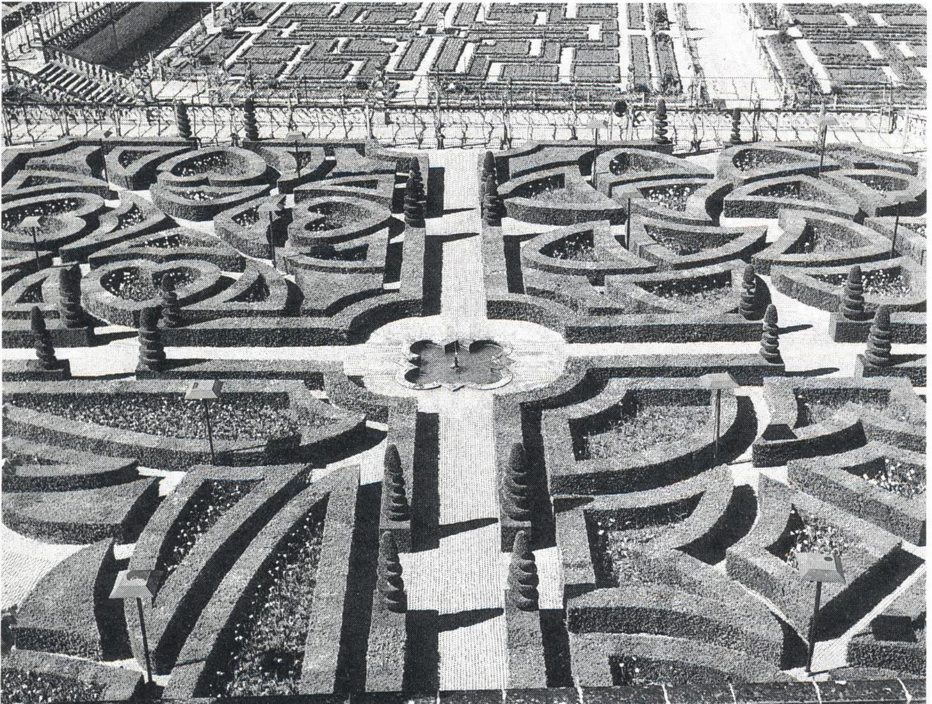
Il est donc vain, et même mortel, de proposer un retour aux bergeries du paradis perdu. En revanche, il est vrai que nous sommes placés devant un défi tout nouveau, une aventure incroyable, qui nous oblige à redéfinir l'idée que nous nous faisons du progrès. Celui-ci en effet ne nous libérera pas des contraintes de l'espèce, comme le pensait Bergson. Nous sommes soumis aux lois qui régissent les espèces vivantes, inscrites dans nos gènes, n'en déplaise à M. Jacquard. Ce qui est nouveau, c'est que les hommes doivent suppléer les mécanismes lorsqu'ils sont défaillants et gérer eux-mêmes cet environnement, par un acte de volonté.

Trois illusions néfastes

Or il y a, dans les images idéales que les hommes, depuis deux siècles, se font de leur avenir, des illusions, nées précisément de cette



C'est par la connaissance que l'homme s'est dégagé de la condition de toutes les autres espèces vivantes. Etre de culture par excellence, il n'est parvenu à s'élever que parce qu'il a agi sur la nature. Et c'est cette action de l'homme sur son milieu naturel qui est à l'origine de l'histoire. Cette condition, qu'illustre parfaitement le mythe prométhéen, l'homme se doit de l'assumer s'il ne veut disparaître. Car l'homme sans culture est contre nature.



« ***A notre époque rationaliste,*** **remarque le sociologue Helmut Schelsky,** ***on oublie trop souvent que la nature n'est toujours et sous toutes ses formes les plus fondamentales que ce que l'humanité en a fait.*** **» La nature à laquelle nous sommes attachés n'est pas la nature hostile des premiers temps de l'humanité, elle n'est que le produit de l'action de l'homme, en particulier de la paysannerie. Les jardins à la française, comme celui de Villandry qui date du XVIe siècle, les jardins japonais ou les parcs à l'anglaise sont essentiellement des reconstitutions culturelles de la nature domestiquée par l'homme. Le "paradis" originel auquel les Verts voudraient nous renvoyer ne serait qu'un enfer.**

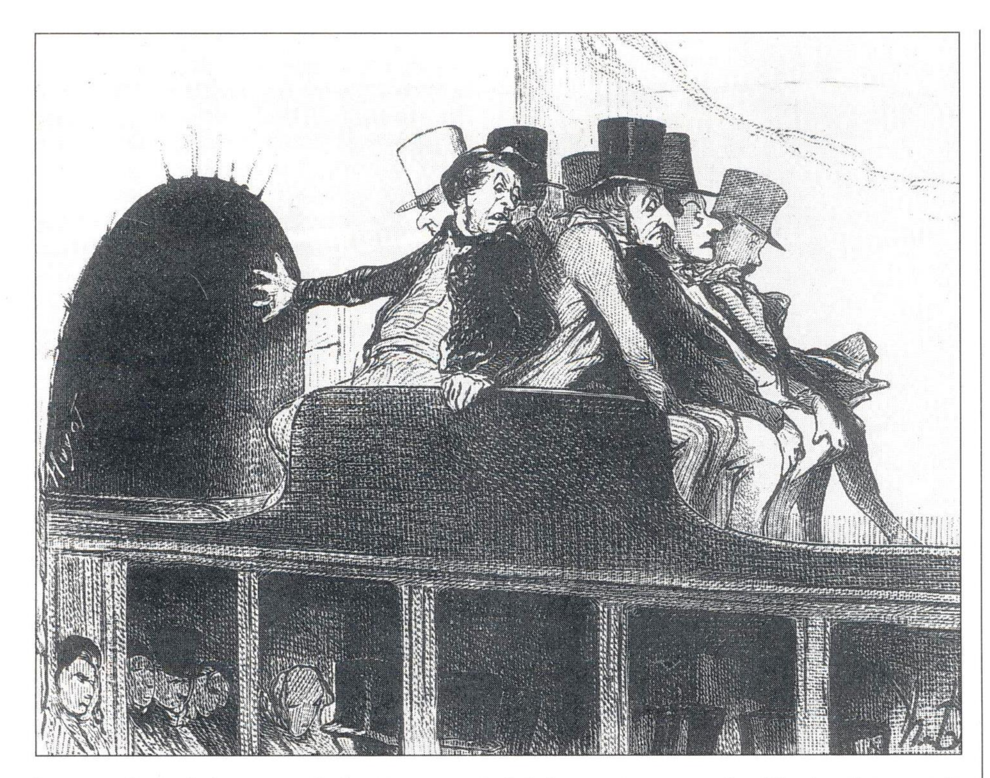
séparation artificielle entre l'homme et la nature, et qui sont des obstacles à cette nécessaire reconversion vers le respect du milieu ambiant.

La première illusion est l'individualisme, qui est la forme la plus universelle par laquelle l'humanité entend se désolidariser de l'espèce. Est considéré comme un progrès tout ce qui émancipe l'individu de ses contraintes, ce qui a pour effet de le placer au niveau des fins de la société. Or une politique écologiste ne peut être efficace que sur un long terme. Comment, dès lors, la fonder sur la primauté de l'individu ? Nos vies sont hélas ! très brèves, et une action d'envergure ne peut être que l'affaire de nombreuses générations. Quel homme plantera un arbre qui n'offrira une ombre rafraîchissante que dans de longues années, s'il n'a le souci de le léguer à sa descendance et de se survivre à travers elle ? Toute action de restauration du milieu passe nécessairement par un code éthique qui place la postérité avant l'individu.

Conséquence inattendue de l'individualisme : une conception moraliste du progrès, l'idée que les sociétés progressent à proportion qu'elles s'appliquent à elles-mêmes les règles de la morale individuelle. Or la morale est une belle chose, à condition de ne pas être mise là où elle n'a rien à faire. Les règles de sélection et de survie des espèces vivantes n'ont rien à voir avec l'élévation du faible, l'intention pure, la compassion. Un exemple nous en est donné par la chasse. En 1981, l'une des premières mesures prises par Alain Bombard, éphémère secrétaire d'État à l'Environnement du gouvernement Mauroy, fut de décréter l'interdiction de la chasse à courre considérée comme cruelle et peu démocratique. Or il est évident que les espèces animales ont bien moins à craindre d'une chasse limitée et ludique que d'une chasse populaire et alimentaire. Là encore, une réadaptation des principes est nécessaire.

La deuxième illusion est l'utilitarisme, engendré par le rationalisme. Comment le définir ? Nous disons que notre société va toujours plus avant dans l'élimination des fins accessoires des choses au profit de leur seule fin principale. L'observation d'un objet fabriqué avant le règne de cette mentalité nous montre que les impératifs de décoration, de codification sociale, ou même de plaisir comptaient autant que son usage. Qu'il s'agisse d'une machine, d'une arme, d'un meuble ou d'une habitation, ou même d'un outil, qui devrait être par définition utilitaire, l'auteur a entendu mettre sur le manche une abondance de gorges tournées, de filets, de fleurettes qui sont autant de signes : c'est le sourire de l'Ancien Régime. A mesure que l'homme devient "rationnel", on assiste à une soumission de plus en plus totale au but immédiat de l'objet.

Il en est exactement de même avec l'environnement. Comment se montrer généreux avec le paysage, ménager ce qu'il faut de bois, de taillis propices à la faune, préserver les sources et les ruisseaux, quand l'espace n'est qu'un instrument à produire ? Ainsi la terre est-elle exploitée jusqu'à la corde, non comme un être complexe qu'il faut ménager, mais comme un matériau dépourvu d'identité propre.

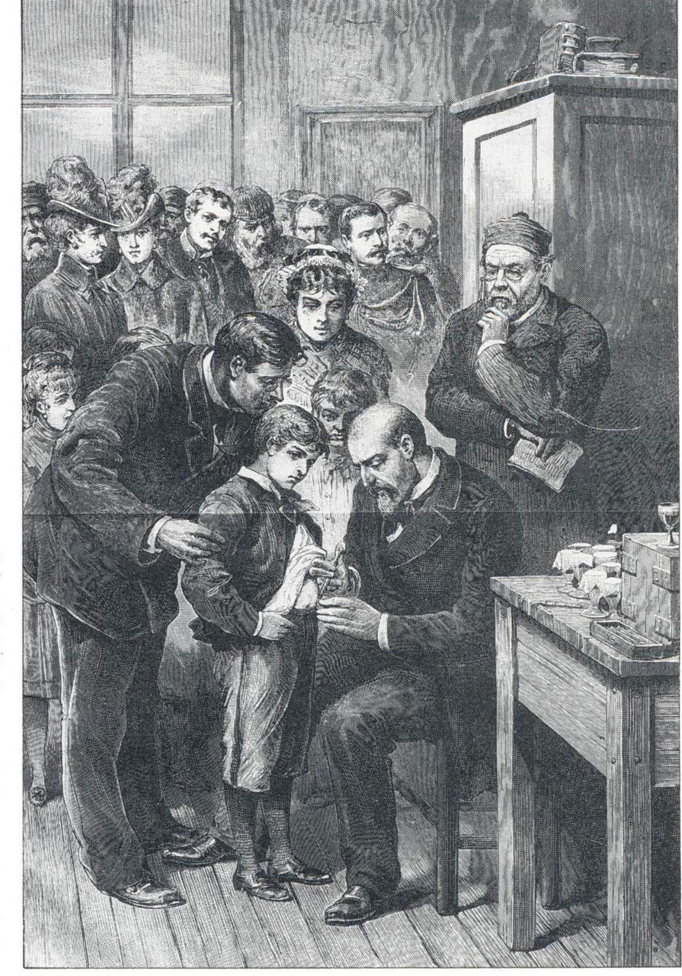


Les progrès techniques ont de tout temps entraîné des contrecoups négatifs, de même que la découverte du feu par les premiers hommes a dû provoquer des incendies. Et, à toutes les époques, ces progrès ont eu leurs détracteurs. Ici, une caricature de Daumier sur l'avènement des premiers chemins de fer. Les Verts ne sont que les représentants de ceux à qui la réalité fait peur et qui se réfugient dans les rêves d'un autre monde.

Cette tendance est aggravée par le perfectionnement de plus en plus poussé de la mesure, de l'adéquation des choses au but qu'on leur fixe. Les progrès sont donc comptés uniquement à partir des données qui connaissent une mesure commune, c'est-à-dire les quantités, et, parmi elles, seulement celles qui donnent lieu à un échange monétaire. Ainsi le facteur de la qualité des choses n'est-il pas suffisamment pris en compte. Supposons que dans une région l'eau soit tellement polluée qu'il devienne nécessaire, pour laver la vaisselle, d'utiliser de l'eau minérale. Il est évident que, dans la réalité, il se produirait un appauvrissement, une dégradation du bien-être. Pourtant, les indicateurs économiques comptabiliseraient une augmentation des échanges provoquée tant par l'élévation des ventes d'eaux payantes que par les travaux de purification rendus nécessaires par le désastre. Ils indiqueraient donc une expansion, un progrès. Ainsi va la dictature des chiffres.

Il est trop tôt pour dire comment sortir de cette dialectique. On ne peut aujourd'hui que dessiner les contours de la question sans être en mesure de la résoudre car la puissance, jusqu'à présent, est allée de pair avec l'utilitarisme. Commençons par appeler le peuple d'Europe à replanter les oliviers sacrés, c'est-à-dire à sacrifier une partie du présent à la chaîne des générations, chaîne de terre et de sang qui relie l'individu à l'espèce et, par là, au cosmos.

La troisième illusion est le mondialisme, considéré aujourd'hui comme la caractéristique même du progrès humain. La planétarisation de l'économie provoque entre les différentes régions du monde une concurrence mortelle qui rend impossible l'effort écologiste, lequel entraîne inévitablement un alourdissement des coûts. Comment en effet vendre des produits qu'une réglementation protectrice de l'environnement rendrait plus chers si tous les acteurs ne respectent pas la même règle ? Et que vaudrait une législation de la mer et de l'air si l'Europe et l'Amérique du Nord étaient seules à l'appliquer ? La solution à ce problème ne réside pas dans un gouvernement mondial qui cumulerait tous les inconvénients et toutes les pesanteurs des États nationaux — moins l'efficacité, comme le passé proche nous l'apprend —, mais dans la création d'ensembles régionaux autocentrés, resserrés autour d'une culture dont l'économie ne serait que l'expression naturelle et qui protégerait ces régions du monde des agressions économiques, culturelles et environnementales.

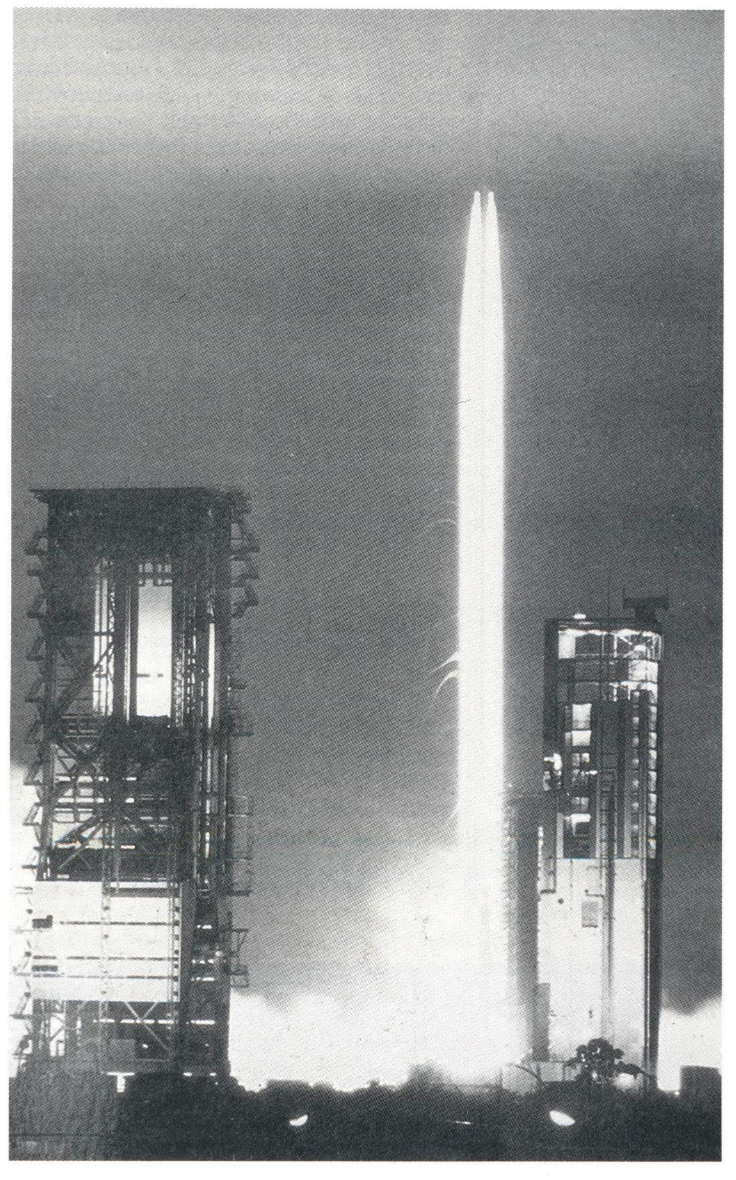


L'histoire de l'humanité s'identifie à la lutte pour le savoir, une lutte qui a varié selon les époques et selon les types de culture propres à chaque peuple. De la découverte du premier silex à l'ordinateur, la science a permis à l'homme de s'élever. Ce qu'il convient de remettre en cause, ce n'est pas l'esprit scientifique, mais l'esprit technocratique, ainsi que l'esprit mercantile qui lui est associé. Ici, Pasteur procédant à la vaccination contre la rage, d'après un dessin de Meyer.

Les devoirs de l'homme européen

Il est clair que, pour effectuer des changements aussi radicaux, une véritable révolution des esprits est nécessaire. Cela dit, l'Europe porte dans son génie les richesses suffisantes pour relever un tel défi. Deux conditions sont cependant nécessaires.

Tout d'abord, l'indépendance du politique. Rien en effet n'est possible à un État soumis



Depuis la préhistoire, l'homme, être de culture, ne doit son existence qu'à la maîtrise de la nature, tout en obéissant à ses lois fondamentales. Ainsi, la domestication du cheval, « la plus noble conquête de l'homme » (ci-dessous), fut-elle l'une des étapes essentielles du passage de l'état sauvage à la civilisation.
Si les progrès scientifiques ne sauraient constituer les seules fins d'une société, ils n'en sont pas moins l'un des éléments moteurs, inséparables de l'esprit de conquête qui est le propre de l'homme. A cet égard, l'aventure spatiale (ci-contre : la fusée européenne Ariane), qui permet une meilleure connaissance des lois de l'univers et de leurs effets sur les mécanismes naturels (notamment les climats), est un symbole parfait de la symbiose entre le progrès et le respect de la nature.

en permanence aux pressions de l'argent, des lobbies, des médias, ou même de l'opinion, dans un domaine où l'intérêt général heurte tout à tour chaque intérêt particulier. Comment un préfet, un maire peuvent-ils imposer une mesure coûteuse à une entreprise, même si la législation permet de l'exiger, si cette mesure doit entraîner licenciements, chômage et, par voie de conséquence, leur non-réélection ? On ne peut tout vouloir à la fois : la politique du plus grand dénominateur commun et celle du très long terme.

Ensuite, il est absolument vital que, malgré les suspicions dont la recherche scientifique est l'objet ces dernières décennies, le progrès des connaissances se poursuive. Ce que la science a transformé en travail, en force de production, de guérison, la même science, née de l'Europe principalement, doit l'organiser pour reconstruire la nature et la stabiliser. Ici, nous devons jeter un regard loin derrière nous, vers l'antiquité grecque. Du VIe siècle à l'époque hellénistique, les Grecs ont creusé, mis en forme les connaissances avec une élégance, une liberté toutes divines. Ils ne voulurent cependant pas appliquer leurs sciences car ils méprisaient le pratique, l'utile. L'étude n'avait d'autre but légitime que l'édification du "sage", la *sophrosunè*. Nous pouvons admirer une telle sagesse, bien loin du prosaïsme actuel, mais cette voie nous est fermée. Le progrès dans la science, notamment celle du vivant, la génétique, est indispensable pour découvrir les voies d'un nouvel équilibre, pour nous libérer de l'utilitarisme en réenchantant le monde, en lui rendant sa beauté.

Le progrès, c'est avoir les moyens d'être généreux avec la nature en lui laissant sa part nécessaire de sauvagerie, d'innocence, y compris en nous-mêmes. Ainsi l'homme européen aura pu rebondir dans l'histoire, desserrer les crocs de la décadence et rester fidèle à Prométhée, son vieux Titan, qui déroba le feu divin. ■





La défense de la nature est devenue aujourd'hui l'objet d'une exploitation politico-médiatique sans précédent, mis à part le thème de l'antiracisme. Certains accidents, comme celui de Seveso (ici, sur cette photo), ont été exagérément grossis, des commentateurs évoquant des "dizaines", voire des "centaines de morts", alors qu'il n'y eut aucune victime ni aucune suite nocive. A Three Miles Island, on parla de "catastrophe" pour une simple surchauffe sans conséquence. Susciter la panique pour remettre en cause le progrès technique, tel est bien l'objectif du lobby vert.

L'homme et la terre

par Bruno Chossat

Les Anciens vivaient dans l'idée que l'homme et la nature ne font qu'un. Cette idée s'est peu à peu estompée, en particulier sous l'effet des idéologies, issues des Lumières, qui ont posé la nature comme objet. A la différence des adeptes de l'écologisme qui inventent une fausse nature, une nature qui serait en quelque sorte débarrassée de l'homme, toute une littérature a célébré depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours la vraie nature, celle que le paysan affronte, qui le nourrit et dont procèdent les vraies valeurs. En réaction contre le rationalisme, romantiques, traditionalistes et nationalistes ont magnifié l'amour de la terre et la fidélité aux lois naturelles. Les hommes de science eux-mêmes, comme Alexis Carrel, ont dû rappeler que le respect de la nature c'est d'abord la connaissance des lois de la vie. C'est à ces courants que se rattache l'écologie.

« E*n relisant* les Travaux et les Jours *d'Hésiode, je ne vois guère de différence entre la vie que j'ai connue au début du* XX*e siècle et celle que décrit l'auteur grec.* »

« *Or,* s'interroge ensuite Gustave Thibon, *que reste-t-il aujourd'hui de ce pacte nuptial entre l'homme et la terre ? La rupture entre l'homme et la terre, c'est aussi la rupture entre l'homme et lui-même. Et, corrélativement, la rupture entre l'homme et sa source divine. C'est la vie même qui est en question, et l'homme artificiel que nous prépare une civilisation de plus en plus minéralisée court le risque de traîner en lui un fantôme d'âme, insensible aux voix profondes de la nature comme aux appels de l'éternité, et aussi incapable de vivre d'une vraie vie que de mourir d'une vraie mort* [1]. »

Comprendre la nature, chercher à en déceler les mécanismes secrets, l'intime logique, afin d'accorder l'homme à son environnement, telle fut la préoccupation des premiers philosophes européens [2].

Il y a vingt-six siècles, Héraclite d'Éphèse rédige en prose ionienne son traité *De la Nature*, dont ne subsistent plus que des fragments. Par des aphorismes, le philosophe élitiste qu'il est (« *Un homme vaut à mes yeux dix mille personnes s'il est le meilleur* »), s'il se préoccupe de politique en affirmant que « *le peuple doit combattre pour sa Loi comme pour son rempart* », n'en invite pas moins les hommes de qualité à saisir l'essence du monde, à discerner les éléments qui font se mouvoir la nature par des métamorphoses, chaque chose devenant son contraire, et en tire une leçon : « *La pensée est la plus haute vertu ; et la sagesse consiste à dire des choses vraies et à agir selon la nature, en écoutant sa voix.* »

S'inspirant de cette vision du monde et reprenant l'héritage pythagoricien, le penseur et thaumaturge Empédocle d'Agrigente rédige un long poème, également intitulé *De la Nature*, où l'homme se voit proposer un système pour comprendre son environnement et s'y intégrer. C'est l'aurore de la pensée, où l'on tente d'expliquer le monde à partir d'éléments, l'eau, la terre, le feu, l'air, l'éther, et où l'on cherche à situer l'homme dans cet ensemble divin. Il y a, bien sûr, les physiologues ioniens, Thalès, Anaximandre et Anaximène, qui forment l'école de Milet, et Xénophane de Colophon qui affirme que « *c'est de la terre et de l'eau que tous nous naissons* ».

De cette époque, qui passionnera Hölderlin autant que Nietzsche, subsistent aujourd'hui des fragments de manuscrit de près d'une centaine de ces penseurs qui voulaient saisir les rouages de la nature, tentaient d'expliquer le monde et d'y donner une place à l'homme. Peu à peu la Grèce archaïque s'estompe et laisse place à l'âge classique. Aux chants mystiques et aux poèmes succèdent des traités logiques sur la nature.



Alexis Carrel (1873-1944), prix Nobel de médecine et physiologiste. Dans *l'Homme, cet inconnu* (1935), il déclare : « *Grâce à son intelligence, l'homme doit et peut maîtriser la nature. Mais, lorsqu'il l'a maîtrisée, il a tendance à en oublier les lois les plus impérieuses.* » Professeur à la faculté de médecine de Lyon, puis au Rockfeller Institute de Chicago, il mit au point des méthodes de suture des veines et des vaisseaux qui lui valurent une renommée mondiale. On peut le considérer aujourd'hui comme l'un des précurseurs de l'écologie car il fut le premier à souligner les dangers que courait notre espèce en raison des transformations considérables que nous avons fait subir au milieu.

En symbiose avec la nature

Parfaite illustration de ce changement : Xénophon.

Ce mercenaire philosophe, élève de Socrate, a baroudé contre les Perses. Il est convaincu que la démocratie athénienne n'est plus, au début du IVe siècle avant notre ère, qu'une pitoyable démagogie. Xénophon quitte donc Athènes, envahie par les étrangers et les beaux



Jean Giono en 1942, en compagnie de son ami Lucien Jacques, berger et peintre. De Virgile à Giono, d'Homère à Émile Verhaeren, toute une littérature a chanté la terre, la vraie, celle qui nous entoure et qui est faite de nos peines, de nos angoisses et de nos joies. Étrange démarche que celle qui consiste à chercher dans le rêve ce qu'on a sous les yeux.

parleurs, et s'installe comme gentilhomme sur un grand domaine foncier. Là, il vit selon les principes de ses pères : culte du chef, amour de l'ordre et de la justice, respect des dieux, défense de la famille. Xénophon est un homme de bon sens. Historien et essayiste, il rédige aussi les premiers traités que nous possédions sur la chasse, l'"hipparque" (commandant de cavalerie) ou sur l'équitation, explique, dans *l'Économique* [3], comment se gère et fonctionne correctement une ferme.

Il faut dire qu'Athènes, à la fin de la guerre du Péloponnèse, offre un spectacle étonnant. Les démocrates ont voulu la guerre face à Sparte. Ils l'ont perdue. Leur ont succédé les pires démagogues. Écœurés par les pantomines politiques, les intellectuels athéniens cherchent un exemple à donner à la jeunesse. Leur obsession va être la quête de la bonne constitution, celle des ancêtres. Cette volonté de retour aux traditions se reflète jusque dans le théâtre, où Aristophane conspue l'argent-roi, se gausse des ploutocrates et évoque avec nostalgie l'âge où les authentiques Athéniens vivaient sur leurs terres [4].

Les étrangers veulent dicter leur loi aux vieilles familles d'Athènes. Platon s'y oppose. L'exemple qu'il montre : Sparte, où les jeunes gens sont sains parce qu'ils vivent en symbiose parfaite avec la nature. Dans *la République*, comme dans *les Lois*, il prône une éducation sportive, au grand air. La dimension politique de l'amour de la nature prend avec Platon sa pleine mesure. Il n'hésite pas à exalter la constitution de sociétés secrètes de jeunes combattants se situant en marge du brouhaha politicien [5]. Le jeune Spartiate qui effectue ses trente années de service militaire force l'admiration de tous par son civisme. S'il est si brave et si loyal, c'est que toute son éducation se fait au contact direct de la nature.

Avec Aristote, l'étude de la nature acquiert ses lettres scientifiques. L'élève de Platon n'est certes pas un homme de terrain. Mais c'est un rigoureux observateur. Comprendre la place de l'homme dans la chaîne du vivant, c'est lui permettre de se situer et donc d'agir dans le monde. Le Stagirite considère la philosophie comme le savoir humain mis en ordre dans sa globalité. De l'observation de la physique, donc de la nature qui se dit *phusis* en grec, découle le système métaphysique d'Aristote, sur lequel se greffent ses traités de morale et de politique.

Avec Caton l'Ancien s'exprime tout l'idéal vieux-romain : « *Quand nos ancêtres voulaient faire l'éloge d'un homme de bien, ils le louaient en ces termes : bon agriculteur et bon paysan* [...]. *C'est des agriculteurs que proviennent et les hommes les plus vigoureux et les soldats qui ont le plus de mordant* [6]. »

Virgile, avec *les Bucoliques*, servira l'œuvre d'Octave qui veut restaurer dans l'Empire romain les vertus morales et religieuses.

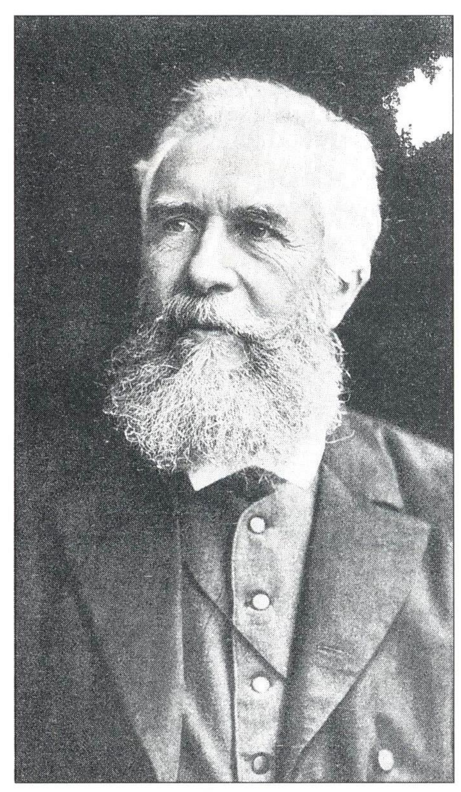
L'agronomie découvre ses lettres de noblesse avec Varron qui écrit un *Res rusticae* et Columelle qui nous lègue un *De re rustica* : « *Tous les pères de famille, comme Varron s'en plaignait déjà du temps de nos grands-parents, ont abandonné la faux et la charrue, et nous nous sommes glissés dans l'enceinte des villes, nous faisons aller nos mains dans les applaudissements au cirque et au théâtre plutôt que dans les guérets et les vignobles* [7]. » Et Columelle de poursuivre que cette vie de dégénérés fait de nous des malades. Cependant, se perd peu à peu l'idéal du paysan-soldat dont Cincinnatus est l'archétype. Lorsque Palladius rédige son *De re rustica*, au IVe siècle, seuls les esclaves travaillent la terre et l'empire est sur sa fin.

L'apport des romantiques allemands

En réaction contre l'assèchement intellectuel de l'âge des Lumières, les XVIIIe et XIXe siècles voient naître le *Sturm und Drang* puis les générations romantiques. Peintres, écrivains, sculpteurs prônent outre-Rhin l'élan vers la nature et affirment leur volonté de revenir aux

valeurs traditionnelles. La pensée des frères Schlegel, de Novalis, de Kleist, Brentano, Tieck, sera reprise par de nombreux mouvements[8].

Moins connu, moins puissant, un courant analogue se développe néanmoins en France. « *Tout varie, sauf les lois éternelles* » affirme Joseph de Maistre qui a en horreur les thèmes égalitaristes et universalistes de 1789 : « *le principe de la Révolution heurte de front les lois éternelles de la nature* [...], *en ce que la foule gouvernée peut se croire l'égale du petit nombre qui gouverne.* » On trouve là l'écho de la pensée de l'Anglais Burke, qui est lui aussi « *un partisan de la nature* [...], *l'adepte de l'expérience de la coutume contre les constructions politiques rationnelles et artificielles*[9]. »



Ernst Haeckel (1834-1920), professeur de zoologie à l'université d'Iéna. C'est lui qui, en 1868, dans son *Histoire naturelle de la création*, inventa le terme d'écologie qu'il définit comme « *l'étude des rapports entre l'être vivant et le milieu naturel qui l'entoure* ». Il est significatif de constater que le père de l'écologie dénonça les thèses égalitaristes dans sa *Morphologie générale des organismes* (1866), précisément celles que défendent les Verts qui se prétendent ses héritiers.

Bonald, Taine, Barrès, Maurras, Carrel

A l'instar des romantiques allemands, Bonald dénonce les principes des Lumières. Dans sa *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile*, il oppose la loi naturelle aux abstractions de l'idéologie des droits de l'homme : « *Tout pouvoir bien constitué doit être et est, par le fait, indépendant des hommes et, par conséquent, absolu*[10]. »

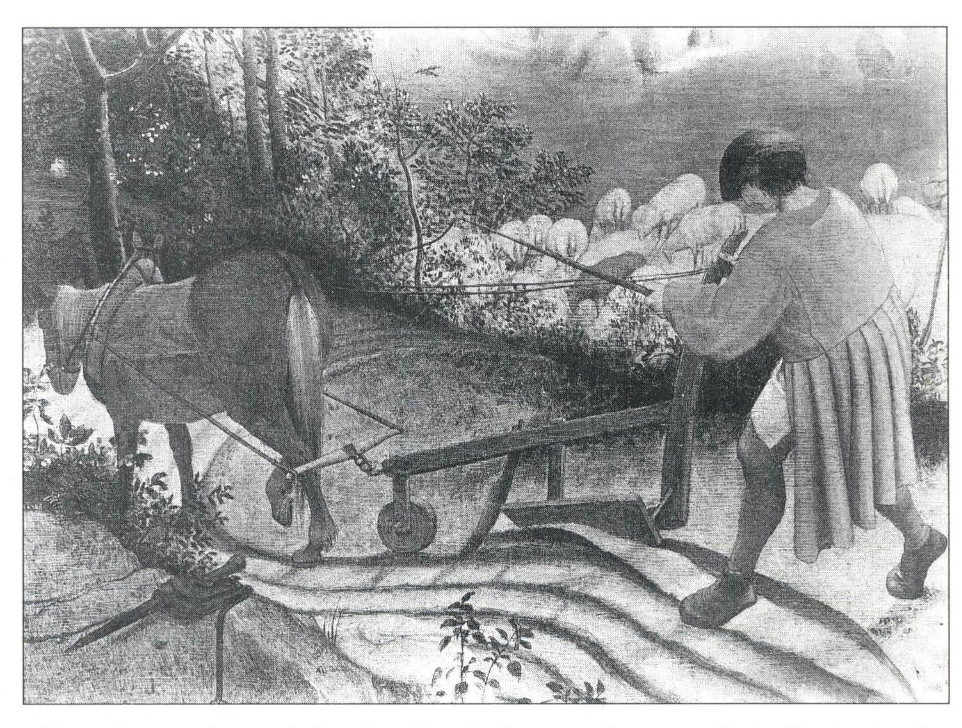
L'historien positiviste Taine va défendre le même point de vue. Les hommes possèdent des prédispositions élémentaires qui leur sont conférées par leur ethnie propre, le moment de l'histoire dans lequel ils se situent, le milieu culturel et naturel dans lequel ils évoluent. Il est donc absurde de substituer à ces données naturelles un credo intellectuel fondé uniquement sur des idées et des préjugés.

« *On est injuste toutes les fois qu'au lieu de se soumettre aux lois issues des faits, on prétend imposer à sa fantaisie des lois aux faits. C'est pour cela que les législateurs révolutionnaires, qui veulent imposer une constitution sortie de leur cerveau à un peuple qui a déjà une longue histoire, paraissent à Taine comme frappés de folie* » écrit Georges Fonsegrive dans *l'Évolution des idées dans la France contemporaine*[11].

Avec Barrès, l'amour de la terre prend des accents plus passionnés que chez les théoriciens politiques du début du XIXe siècle. L'écrivain lorrain reconnaît volontiers qu'il a été puissamment influencé par les philosophes allemands. « *Je me place dans une collectivité un peu plus longue que mon individu* », écrit-il. Un maître mot fait son apparition dans son œuvre : l'enracinement. L'objectif de Barrès : réveiller l'énergie nationale. Il publie coup sur coup *les Déracinés* (1897), *l'Appel au soldat* (1900), *Leurs figures* (1902), pour aboutir aux *Scènes et Doctrines du nationalisme* en 1911. L'écrivain est fasciné par la Grèce et entreprend un voyage à Sparte. Chaque lieu où a soufflé le vent de l'histoire, qu'il s'agisse de Vézelay ou du Puy-de-Dôme, de Brocéliande ou du Mont-Saint-Michel, le conforte dans son analyse politique. « *Il est des lieux qui tirent l'âme de sa léthargie* », tels sont les premiers mots de *la Colline inspirée*[12].

Chez Maurras, aussi rigoureux que Taine, l'approche écologique se dépouille de ses élans passionnels pour établir une synthèse des thèmes régionalistes. Etre nationaliste, c'est placer au-dessus de tout l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de la terre des pères. C'est affirmer son attachement indéfectible à la terre et revendiquer le passé multiséculaire qui s'y est déroulé. C'est aussi rester fidèle aux lois naturelles et refuser l'intellectualisme apatride.

Prix Nobel de médecine et de physiologie, pionnier de la chirurgie vasculaire, Alexis Carrel établit pour "l'homme, cet inconnu" un diagnostic sévère : « *Depuis que les conditions naturelles de l'existence ont été supprimées par la civilisation moderne, la science de l'homme est devenue la plus nécessaire de toutes les sciences.* »



« *Chasse la nature à coups de fourche, elle reviendra au pas de course.* » Cette réflexion du poète Horace résume bien l'interdépendance des rapports de l'homme et de la nature, rapports que le paysan connaît mieux que quiconque. Ici, le laboureur, détail du tableau de P. Brueghel l'Ancien sur la chute d'Icare.

Son éthique découle directement de l'observation des lois naturelles : « *Dans les institutions comme dans les individus, le bien est ce qui est conforme à la structure de notre corps et de notre esprit, et le mal ce qui lui est opposé.* » Il convient donc, indique-t-il, de favoriser l'épanouissement des trois grandes lois de la vie qui sont « *la conservation de la vie, la propagation de la race et l'ascension de l'esprit*[13] ».

Par ses observations, Carrel se pose comme un précurseur de l'éthologie, annonce Konrad Lorenz, Irenaüs Eibl-Eibesfeld, Nikolaas Tinbergen et Robert Ardrey. Un Robert Ardrey qui devait constater : « *Ce qui est dramatique, ce n'est pas que Rousseau se soit trompé, mais que, deux siècles plus tard, nous en soyons encore à le suivre ; que les progrès accomplis par la biologie depuis Darwin n'aient pas influencé notre manière de penser ; que les modes de pensée d'aujourd'hui procèdent des erreurs de Rousseau, comme si les sciences naturelles n'avaient jamais existé.* »

"A la Terre restez fidèles"

Observer la nature, c'est comprendre et admettre qu'il existe des réactions viscérales. Ardrey le constate : « *L'homme a un instinct territorial et si nous défendons nos foyers et nos patries, c'est pour des raisons biologiques ; non point parce que nous choisissons de le faire, mais parce que nous devons le faire* [14]. » Si les tenants de l'égalitarisme ont longtemps rêvé au grand soir, Ardrey a imaginé ce que serait le matin suivant : « *Lugubre sera le matin* [...] *où il n'y aura plus d'alouettes dans le ciel ni de lapins dans les fourrés, où les faucons cesseront de tourner en rond et où les rochers ne résonneront plus du cri des mouettes, où la diversité des espèces n'éclairera plus l'aurore et où la diversité des hommes aura disparu. Si tel est le matin qui nous attend, plaise à Dieu que je meure dans mon sommeil !* [...] *C'est le matin contre la venue duquel, qu'ils le sachent ou non, les jeunes élèvent leur protestation. Et c'est un matin, il faut l'espérer, qui ne viendra jamais.* »

Ce n'est sans doute pas un hasard si le cinéaste russe Tarkovski a tourné le cheminement initiatique de *Stalker* à l'intérieur d'une immense zone industrielle désaffectée, comme vidée de toute vie. Allusion aux catastrophes écologiques qui réduisent à néant des régions entières d'Union soviétique et qui sont aujourd'hui largement relatées dans *les Nouvelles de Moscou* [15], après des décennies de mensonge et de censure.

Il y a, chez Tarkovski, une ébauche de retour à une géographie sacrée telle que la concevait Raymond Abellio [16] ou telle que tente de la vulgariser à la télévision Paul Barba-Negra. Dans cette perspective, il faut se garder de confondre le retour à la nature au sens où l'entendent les écolo-pacifistes des années quatre-vingt avec le retour à l'ordre naturel qui suppose une hiérachie et une logique.

A cet égard, le message que nous livre l'œuvre d'un cinéaste comme John Boorman est limpide. Si, dans *Délivrance*, on assiste à la confrontation d'idéalistes à la dure réalité de la sélection naturelle, si, dans *la Forêt d'émeraude*, on prend fait et cause pour une communauté indienne en lutte pour sa survie sur son sol d'Amazonie face à une prétendue civilisation mécanisée et sans attache, avec *Excalibur* resurgit en plein cœur du XXe siècle le message qui fonda les relations entre la terre et les hommes en Europe pendant plus d'un millénaire de Moyen Age. Parti en quête du Graal pour redonner un sens au monde, pour faire en sorte que la terre refleurisse, Perceval, le plus humble des chevaliers de la Table ronde, retrouve le secret qui a été perdu. Un secret qui tient en ces simples mots : « *Terre et Roi sont un.* » Il lui reste à tendre la coupe à son roi pour que le royaume d'Arthur s'épanouisse à nouveau : « *Bois de ce calice,* lui dit-il, *tu renaîtras et la Terre avec toi.* » L'équilibre est retrouvé. Le monde des hommes est revenu à la logique de l'ordre naturel.

La leçon de la quête de Perceval vaut encore pour aujourd'hui. Plus que jamais sans doute. Et rejoint l'exhortation de Nietzsche : « *Je vous en conjure, mes frères, à la Terre restez fidèles.* » ■



Ci-dessus : la campagne française ou la logique de l'ordre naturel si bien démontrée par Lorenz. Ci-dessous : Konrad Lorenz (1905-1989), prix Nobel de médecine, l'un des fondateurs de l'éthologie. Dans *les Huit péchés capitaux de notre civilisation* (1973), il soulignera que « *l'écologie humaine se transforme incomparablement plus vite que celle de tous les autres êtres vivants. Son rythme lui est dicté par le progrès de sa technologie qui s'accélère toujours* ».



1. Gustave Thibon : préface au livre de Pierre Savinel, *la Terre et les Hommes*, éd. Le sang de la terre.
2. Voir *les Présocratiques*, Gallimard, la Pléiade, et *les Penseurs grecs avant Socrate*, Garnier-Flammarion.
3. Xénophon, *Œuvres complètes*, 3 vol., Garnier-Flammarion. Voir également Jean Luccioni, *les Idées politiques et sociales de Xénophon*, Belles-Lettres.
4. Aristophane, *Théâtre complet*, 2 vol., Garnier-Flammarion ; voir également Victor Ehrenberg, *The People of Aristophanes*, London Methuen Library.
5. Platon : *la République* et *les Rois*, Belles-Lettres ; Henri Jeanmaire, *Essai sur l'éducation spartiate*, Bibliothèque universitaire de Lille.
6. Caton l'Ancien, *De agricultura*, Belles-Lettres.
7. Pierre Savinel, op. cit.
8. *Romantiques allemands*, 2 vol., Gallimard, la Pléiade.
9. Prélot-Lescuyer, *Histoire des idées politiques*, Dalloz.
10. *Ibid.*
11. Paris, 1917.
12. Maurice Barrès, *la Colline inspirée*, éd. Plon. Voir la récente biographie que François Broche lui a consacrée : *Barrès*, éd. Robert Lattès, Paris, 1988.
13. *L'Homme, cet inconnu*, éd. Plon, 1935 ; Robert Soupault, *Alexis Carrel*, éd. Les Sept couleurs.
14. *La Loi naturelle*, Stock.
15. "Les retours d'une explosion" (18/08/89, p. 5) ; "Le mal de Tchernovtsy" (15/09/89, p. 7) ; "L'enfer des combinats de l'Oural" (09/03/90, p. 8).
16. *Assomption de l'Europe*, Flammarion.

Le coût de l'immigration étrangère

par Pierre Milloz

Les étrangers installés en France prélèvent nécessairement sur la communauté nationale bien davantage qu'ils ne lui apportent.

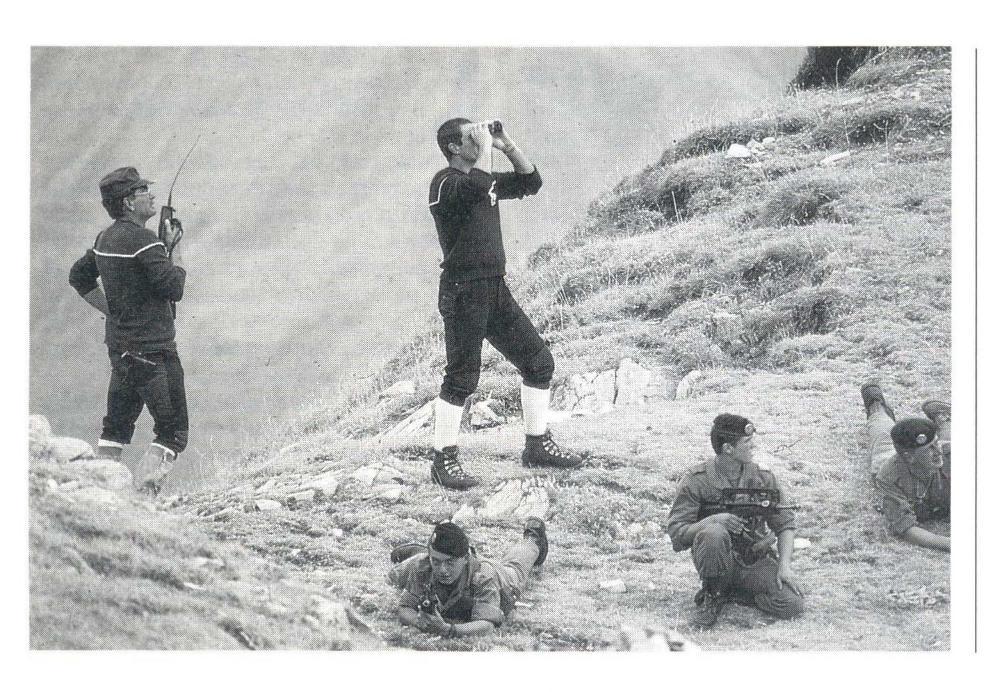
D'une part, en effet, ils sont en grand nombre (plusieurs millions, dont une minorité d'actifs) et ils ont des revenus d'un faible niveau (il s'agit d'une main-d'œuvre relativement peu qualifiée). D'autre part, ils s'installent dans un pays dont le système social se caractérise par une forte tendance à la redistribution et qui les appelle, sans distinction de nationalité, à bénéficier de ce système.

La conjonction de ces facteurs entraîne mécaniquement une conséquence inévitable : des transferts de richesse vont s'opérer de la communauté nationale vers les communautés étrangères implantées chez nous. Soutenir le contraire, comme le fait la doctrine officielle, est un défi au raisonnement économique le plus élémentaire et même, pour tout dire, au simple bon sens.

Immeuble de la rue de Flandre, dans le XIXe arrondissement, "squatté" par des Africains. Ils bénéficient du RMI. Coût social de l'immigration : 211 milliards de francs.



Décidé à promouvoir coûte que coûte en France une société cosmopolite, le pouvoir s'est toujours efforcé de camoufler ou de minimiser les chiffres de l'immigration. Qu'il s'agisse du nombre des étrangers vivant dans notre pays ou du coût de leur installation et de leur présence. C'est que la vérité risquerait de ruiner sa politique. L'étude du Centre argumentaire du Front national, le "Coût de l'immigration", qui a été réalisée par Pierre Milloz et qu'il présente ici, démontre, s'il en était besoin, que la communauté nationale paie d'un prix considérable une telle implantation du fait des transferts que celle-ci entraîne au bénéfice des communautés étrangères.



des étrangers par rapport à la population totale.

Quand on aura additionné les coûts calculés pour ces deux cas de figure, on pourra faire la balance en déduisant du total les impôts payés par les étrangers.

Au-delà du discours : les chiffres

Tant que l'on s'en tient à ces idées générales, le raisonnement va bon train. Les ennuis commencent quand on prétend passer au chiffrage.

Comment en venir à bout ? En bâtissant une construction économico-financière sur une fondation solide : le revenu brut d'activité des étrangers en France. Car on peut connaître ce revenu brut avec une approximation suffisante en rapprochant les renseignements de deux sources.

Cela posé, il convient d'évaluer ces transferts, c'est-à-dire d'évaluer ce que les étrangers perçoivent, ce qu'ils paient, et d'en faire la balance.

Cette balance, au moins sur le plan conceptuel, est facile à établir lorsque les contributions versées sont directement affectées à certaines prestations. C'est ce qui se passe en matière de protection sociale où le système est théoriquement clos : d'un côté les cotisations et de l'autre les prestations. Il suffira d'une soustraction pour connaître le solde net de celles qui intéressent les étrangers.

En revanche, lorsque les contributions des résidents (étrangers ou non, peu importe d'ailleurs) ne sont pas affectées et tombent dans les budgets généraux des collectivités publiques (ce sont les impôts), le sujet mérite une analyse plus précise. C'est qu'en effet, grâce à ces contributions que sont les impôts, l'État et les collectivités locales assurent tous ces services généraux qui font l'armature d'une société organisée et sans lesquels la vie en commun serait impossible : administration générale, création et entretien de la voirie, organisation des transports, fonctionnement des tribunaux civils, des écoles, de la police, des lycées, etc. Il est évident que chaque résident profite pour sa part de ces services et qu'une catégorie donnée de population (en l'espèce, les étrangers, pour y revenir) en profite aussi pour sa part.

Comment calculer cette part ? La difficulté est plus apparente que réelle. En réalité, deux cas se présentent. Parfois ces services sont individualisés et l'on peut dénombrer ceux à qui ils profitent ou qui en suscitent le coût. C'est ce qui se passe dans les domaines de l'éducation, de la sécurité publique, de la formation professionnelle, etc. Il suffira alors, pour ce qui est des étrangers, de connaître leur proportion parmi les élèves, les délinquants, les inscrits à l'AFPA, etc. Parfois, au contraire, ces services ne sont pas individualisés, leur bénéfice se répand de façon diffuse et anonyme sur l'ensemble des résidents. Dans ce cas, on ne voit pas quelle autre clef de répartition on peut retenir, sinon le pourcentage

Ci-dessus : gardes-frontière dans les Alpes. Officiellement, nos frontières sont fermées depuis 1974. En octobre dernier, Jean-Claude Barreau, président de l'OMI (Office des migrations internationales), déclarait que 120 000 immigrés continuaient à entrer chaque année légalement en France. Sans compter les clandestins (qu'il évaluait à 30 000). Le tout engendrant 90 000 naissances par an. En novembre 1988, Gilles Rosset, secrétaire général de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et des apatrides), déclarait que nos frontières « *sont des passoires* ».
Ci-contre : une cellule de la prison de Pontoise. Le quart des places de prisons sont occupées par des ressortissants étrangers. Sans compter les étrangers devenus français par naturalisation.



D'une part, le ministère du Travail fournit pour les étrangers le nombre de salariés, "occupés" ou chômeurs, avec leur répartition par niveau de qualification ainsi que le nombre de travailleurs indépendants.

D'autre part, une enquête de l'INSEE fait connaître le salaire brut perçu en France à chaque niveau de qualification, tandis que les rapports du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) permettent, non sans mal il est vrai, d'avoir une idée des revenus des travailleurs indépendants.

A partir de cette donnée de base, les différents moellons de la construction prennent leur place successivement : calcul des cotisations sociales, donc des revenus nets, puis de l'IRPP, de la TVA, de la taxe d'habitation, etc. On obtient alors les chiffres suivants :

Revenus bruts d'activité	136 Mds F
Cotisations sociales (employeurs + salariés)	69 Mds F
dont régime général	65 Mds F
Impôts payés	25 Mds F
dont TVA	15 Mds F
IRPP	5 Mds F
taxe d'habitation, etc	1,8 Md F

Il ne reste plus, la contribution des étrangers étant ainsi évaluée, qu'à mesurer le coût des services et prestations dont ils bénéficient en contrepartie.

Une manne discrète mais substantielle

Pour ce qui est des services reçus de l'État et des collectivités secondaires, le calcul est relativement aisé.

Les dépenses étatiques s'élèvent en 1989 à 1 174 milliards de francs. Il faut, à leur propos, examiner les deux cas évoqués plus haut.

1. Une minorité de ces dépenses (334 milliards) s'applique à des catégories bien définies de résidents et, dans ce cas, il y a lieu de les imputer aux étrangers en fonction du pourcentage qu'ils représentent dans ces catégories. Généralement, d'ailleurs, on connaît ce pourcentage. Par exemple, 10,4 p. cent des élèves dans les écoles, 7 p. cent dans les lycées, 16,7 p. cent des délinquants, 26,8 p. cent des détenus, 10,7 p. cent des actifs formés par l'AFPA. L'obstacle majeur se trouve du côté de l'aide sociale étatique (8,3 milliards) et du RMI (6 milliards) car, sur la place des étrangers dans ces dépenses, les sources officielles sont d'une discrétion de violette. Il faut recourir à une évaluation : on rappellera cette évidence que les bénéficiaires de l'Aide sociale et du RMI se recrutent dans les catégories de résidents ayant les revenus les moins élevés et on admettra que les manœuvres et OS (occupés et chômeurs) sont représentatifs de ces catégories. Les étrangers représentant 22 p. cent de ces derniers, on conviendra qu'on les retrouve en même proportion parmi les bénéficiaires. La part des étrangers sur ces 334 milliards de "dépenses affectées" ressort finalement à 41,4 milliards de francs.

2. Si l'on revient maintenant aux dépenses à diffusion anonyme, qui s'élèvent à 840 milliards de francs, on retiendra la clef de répartition déjà définie plus haut : le pourcentage des étrangers sur le nombre total d'habitants. Or, en 1989, les étrangers sont sans doute cinq millions en situation régulière et un million en situation de clandestins. Soit en tout 11 % du total [1]. Le coût des "services diffus et anonymes" dont ils bénéficient s'établit donc à 92,4 milliards de francs.

L'addition de ce chiffre aux 41,4 milliards de francs ci-dessus aboutit à évaluer à 133,6 milliards de francs le coût des services reçus de l'État français par les étrangers.

Du côté des collectivités locales, des calculs équivalents aboutissent au chiffre global de 42 milliards de francs.

Prestations sociales : l'épreuve de vérité

Avec les prestations sociales, on entre dans un domaine où, sur le sujet des étrangers, chacun « *imite de Conrart le silence prudent* ». Sauf une des caisses de Sécurité sociale : celle qui est chargée des accidents du travail et qui, seule de son espèce, ventile, pour des raisons inconnues, ses prestations selon le critère de la nationalité.

Dans l'obscurité entretenue par les autres caisses, où trouver la lumière ? Sûrement pas dans des rapports comme celui d'un séminaire d'élèves de l'ENA en 1983 ou celui du Plan (dit rapport Hessel) en 1985. Voici quelques commentaires mêlant observations sur l'un et l'autre, mention de nos sources ou explication des méthodes.

- Hospitalisation. Plusieurs mémoires d'élèves de l'ENSP ou d'assistants d'université fournissent des renseignements précis que nous avons utilisés. Leurs informations contredisent si radicalement la doctrine officielle qu'ils avaient été escamotés. Dans le même domaine, des recherches du CREDOC portant sur deux cent quatre-vingt-onze malades étrangers ont été hardiment extrapolés à l'ensemble de l'hospitalisation française (160 milliards de francs 1989) par le séminaire ENA. L'intrépidité intellectuelle consistant à sauter de deux cent quatre-vingt-onze malades à 160 milliards de francs sera encore plus appréciée par le lecteur lorsqu'il saura que le chercheur du



Afflux d'immigrés clandestins à la préfecture de Nice où ils viennent faire régulariser leur situation. L'immigration clandestine n'est qu'une étape précédant l'immigration régulière, qui précède elle-même la naturalisation. La naturalisation de tous les immigrés est désormais l'objectif du parti cosmopolite.



Une rue en plein cœur de Marseille. La misère croissante du Maghreb et la montée de l'intégrisme islamique : un coktail explosif qui, s'il éclatait, provoquerait à coup sûr de nouvelles arrivées massives de Maghrébins en France. Mais l'immigration maghrébine et africaine n'est plus la seule, l'immigration provient désormais de tous les continents.

CREDOC, auteur de l'enquête, avait, expressément et à deux reprises, mis en garde contre toute interprétation à cause de « *la petite taille de l'échantillon* ».

- Soins. Le rapport Hessel feint de croire que les dépenses de santé, exposées par les particuliers et connues par une enquête INSEE-CREDOC, donnent la mesure du coût de ces soins pour la CNAMTS (Caisse nationale d'assurance maladie pour les travailleurs salariés). Pour cela, il décide d'ignorer l'avertissement de l'INSEE sur le caractère incomplet des résultats (on a dû renoncer à connaître toute la partie de la dépense couverte par le tiers payant !) et il refuse d'admettre qu'il n'y a pas de lien étroit entre le niveau des dépenses et les remboursements par la CNAM.
- Prestations familiales. Les calculs sont possibles à partir de ce que l'on sait de la répartition des familles étrangères par nombre d'enfants (recensement 1982 ; taux de scolarisation ; statistiques de la CNAF sur les familles étrangères résidant à l'étranger).
- Chômage. A l'UNEDIC, on fait silence, mais il n'y a pas lieu d'être plein d'effroi : le ministère du Travail donne le nombre des chômeurs étrangers, le niveau de qualification et l'INSEE donne les salaires bruts. Le calcul des indemnités de chômage est donc possible.

On retrouvera le chiffre des prestations sociales dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Paradoxes et aberrations

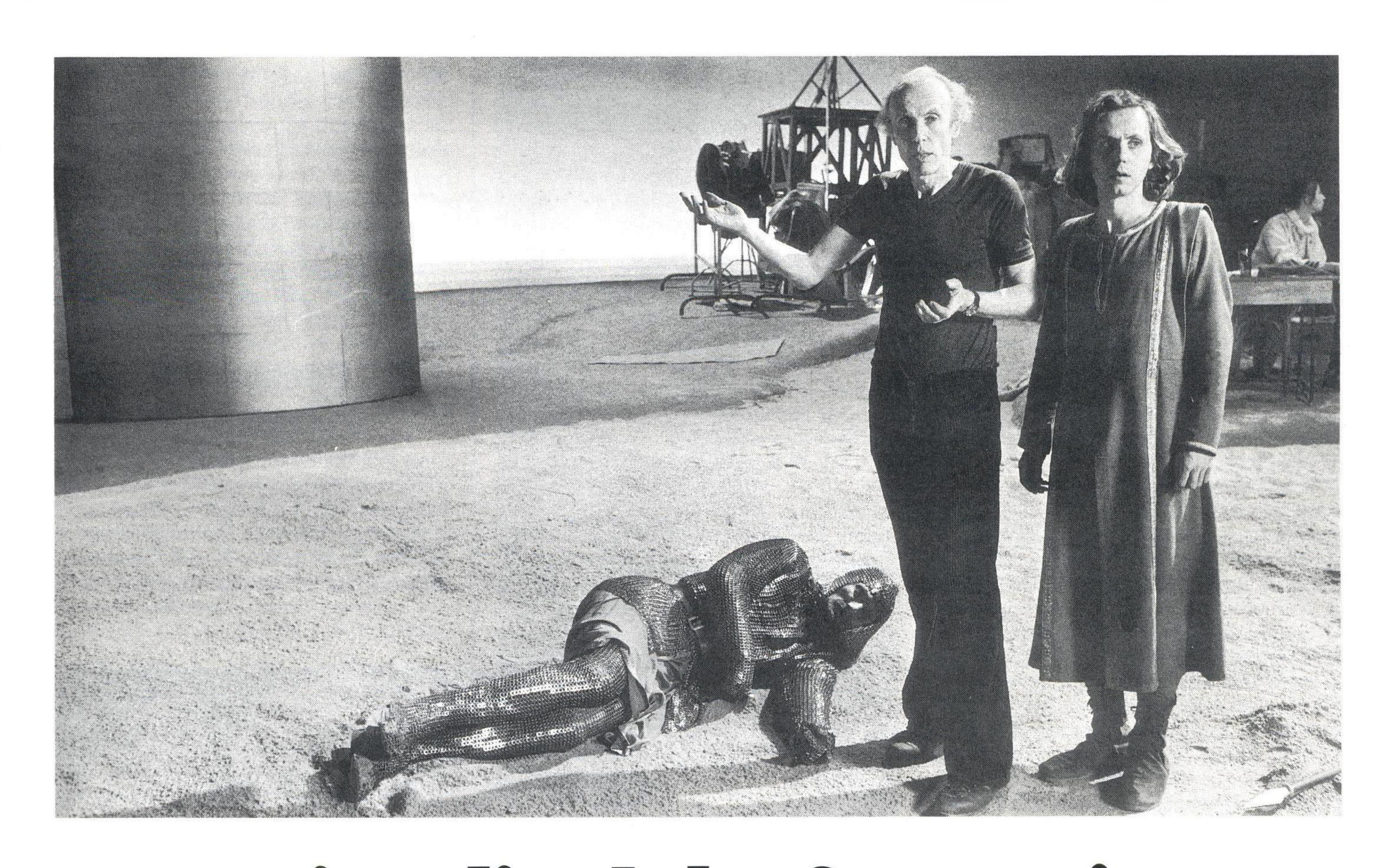
Quelques commentaires à bâtons rompus pour terminer.

1. Même si un coup de baguette magique permettait que les six millions d'étrangers disparaissent de France en un instant pour se retrouver dans leur pays d'origine, sans que leur migration provoque de troubles où que ce soit, nos finances ne verraient pas leur fardeau s'alléger instantanément de 211 milliards : il y faudrait du temps. Ces 211 milliards de francs n'en représentent pas moins, avec assez d'exactitude, l'avantage que trouvent actuellement en France les étrangers qui y sont installés.
2. De diverses sources, on met volontiers en cause, au nom du concept de solidarité, jusqu'à la légitimité de travaux de ce genre. Mais la solidarité ne s'impose qu'au sein de la communauté nationale. Et si l'on invoque au contraire le concept de la solidarité du genre humain (ce qui peut parfaitement s'imaginer), alors il faut en toute clarté consulter le peuple français : après tout, c'est lui qui paie.
3. L'étude qui vient d'être exposée est de nature financière et elle ne prend pas en considération certains aspects économiques. Développons par exemple un raisonnement simplifié à l'extrême. Les revenus bruts d'activité des étrangers s'élèvent à 136 milliards. La nation leur assure en outre 211 milliards de services. C'est dire que leur activité trouve une rémunération approchant 350 milliards. Prendre en compte l'aspect économique reviendrait à se demander si leur apport justifie ce surpaiement. A première vue, on penche pour une réponse assez largement négative.
4. Concluons par une brève réflexion d'ordre démographique.

En dépit d'une situation dramatique dans ce domaine, nos prestations familiales stagnent. Serait-ce qu'on ne pourrait plus solliciter une CNAF à bout de ressources ? Tout au contraire. La CNAF a des ressources en excédent mais elle les utilise à autre chose : au profit de l'assurance vieillesse d'abord ; et ensuite et surtout à stimuler la natalité étrangère, ce qui est vraiment le comble du paradoxe. Selon nos calculs, elle a consacré à ce dernier point, en 1989, une facture nette de 18 milliards qui auraient permis de majorer d'environ 12 p. cent les prestations servies aux nationaux. Et il ne s'agit pas seulement de natalité étrangère sur sol national (la CNAF multiplie en moyenne par 6,5 le montant des prestations qu'elle sert à la famille d'un cotisant étranger lorsque cette famille quitte son pays d'origine pour "se regrouper" en France). Il s'agit même, en vertu d'une décision de la cour dite de justice, de natalité étrangère sur sol étranger (CEE) ! ■

(Milliards de F)	Impôts et cotisations payés par les étrangers	Coût des services reçus par les étrangers	Solde en faveur des étrangers
L'État et les étrangers	23	133,8	110,8
Les collectivités locales et les étrangers	2	42	40
La protection sociale et les étrangers	65,1	114,7	49,6
Agents économiques divers et les étrangers [2]		10,7	10,7
Total	90,1	301,2	211,1

1. Il n'est pas possible dans ce bref article de retracer comment, par l'étude critique des statistiques disponibles, on arrive à ces chiffres. Notons seulement qu'une part importante des conclusions résulte d'un rapprochement (préconisé par M. de Carbon, du Conseil scientifique) des statistiques de scolarisation et des chiffres du recensement. Diverses méthodes de calcul ont été appliquées qui mettaient aussi en jeu les statistiques de la CNAF et des ministères de l'Intérieur et de la Justice.
2. Il s'agit de la contribution des entreprises à la formation continue (4 milliards de francs sur 33) et à la construction (0,7 milliard de francs sur 12 milliards de francs). Il s'agit aussi des dépenses consenties, selon le CESDIP (Centre d'études sociologiques sur le droit et les institutions pénales), par les particuliers pour lutter contre l'insécurité (6 milliards de francs sur 37).



Le jardin à la française d'Éric Rohmer

par Dominique Gardes

Le plus classique de nos cinéastes modernes, le plus moderne des classiques, Éric Rohmer passe pour "élitaire", "passéiste", "moraliste" et "moralisateur", en un mot, "réactionnaire". Il assume tranquillement, sans se soucier de plaire ou de déplaire à quelque coterie intellectuelle que ce soit.

En dix-sept films depuis trente ans, il cultive, d'une caméra distante, son jardin à la française. Car Rohmer est avant tout le plus français des cinéastes français. Son œuvre est enracinée dans la meilleure tradition littéraire et artistique nationale, une lignée qui va de Racine à Anouilh, en passant par Marivaux et Musset.

Son dernier film, *Contes de printemps*, inaugure un nouveau cycle intitulé *Contes des quatre saisons*, qui vient à la suite des six *Contes moraux* et des six *Comédies et Proverbes*. Il y reste fidèle à ses thèmes de prédilection (l'amour, le couple, la morale, l'ordre et le désordre) et à la comédie des sentiments, même quand les sentiments sont de pure comédie. Une fois de plus, il s'amuse et séduit en dissertant sur l'amour : quatre personnages bien de notre époque s'entrecroisent dans un marivaudage littéraire dont une jeune fille tire ingénument les ficelles, s'efforçant de mettre, par un petit désordre, un peu d'ordre dans un grand désordre.

Une fois encore, avec les moyens les plus simples et les êtres les plus ordinaires, Rohmer fait du grand art, transformant le quotidien le plus futile en une étude de mœurs pénétrante et grave. Imperturbablement, il construit une œuvre. Obstinément, il illustre une morale.

François Truffaut a fini dans le conformisme, Claude Chabrol finit dans l'académisme et Jean-Luc Godard dans les provocations séniles. Jacques Rivette est à la dérive, Alain Resnais cherche un nouveau printemps dans le monde de la bande dessinée. Quant à Jacques Rozier, il ne tourne plus qu'un film tous les dix ans.

Il ne reste plus que Rohmer pour rappeler combien le bon cinéma est fait de simplicité, de justesse et de liberté. De tous les cinéastes de la nouvelle vague, il est celui qui a le mieux vieilli et le seul qui ait su créer un univers homogène et cohérent, qui résiste au temps et aux modes.

Rohmer n'était pas au festival de Venise, en 1986, pour recevoir le Lion d'or décerné au *Rayon vert*. Il n'était pas non plus au festival de Cannes, en 1976, quand *la Marquise d'O* obtint le Prix spécial du jury. Il s'en était excusé par une lettre : « *J'aurais très chèrement payé le succès auquel j'ai accédé depuis peu si ce devait être au prix de cette liberté que tant d'années de lutte dans l'ombre m'ont rendue chère plus que tout. Je ne suis plus d'âge à me guérir d'une timidité devant les foules que je vous laisse le droit d'appeler maladive.* »

En haut : Éric Rohmer et Fabrice Luchini pendant le tournage de *Perceval le Gallois*.

Il n'aime guère se raconter et déteste donner des interviews. Ce qu'il a à dire, il le dit dans ses films. Il refuse même de se laisser photographier. En 1970, lorsqu'il reçut le prix Louis Delluc pour *le Genou de Claire*, il se rendit à la cérémonie avec de grosses lunettes et une fausse moustache.

Éric Rohmer est le pseudonyme choisi par Maurice Schérer, professeur de lettres et éminent médiéviste né en 1920 à Nancy, pour cacher à ses élèves, à ses collègues et même à sa mère, ses activités parallèles de critique cinématographique dans diverses revues, puis de cinéaste.

Comme tous les "pères fondateurs" de la Nouvelle Vague, il est passé par les *Cahiers du cinéma*, dont il assura la rédaction en chef de 1957 à 1963, au temps où cette revue était le bréviaire des jeunes cinéastes. Dans ses articles des *Cahiers*, il défendait la "politique des auteurs" et affichait un catholicisme tranquille qui n'était pas loin de passer pour de la provocation. Il fut d'ailleurs congédié de cette revue pour "tendances gaullistes".

A partir de 1950 et jusqu'en 1966, il réalisa de nombreux courts métrages, notamment pour la télévision scolaire. Sa véritable carrière de réalisateur commença en 1959 avec *le Signe du lion*, histoire insolite et déroutante d'un Américain perdu à Paris, en plein été, et qui refuse de travailler dans l'attente d'un héritage. Rohmer en était l'auteur complet (scénario, dialogues, mise en scène et montage), comme il le sera de tous ses films tournés en marge des circuits traditionnels de production et de distribution.

En 1962, il entreprend la série des six *Contes moraux*, plaisantes histoires qui acclimatent à l'époque moderne la tradition de séduction et de libertinage du XVIIIe siècle. Chacun de ces films est une variation sur le couple et le triangle à travers la peinture de milieux sociaux presque toujours catholiques et souvent même marqués par le jansénisme. Le thème est fréquemment une rencontre brève et intense suivie d'un retour apaisé aux premières amours et aux normes morales.

Le "plaisir du texte"

La Boulangère de Monceau (1962) et *la Carrière de Suzanne* (1963) furent produits dans des conditions artisanales et se ressentaient d'un certain amateurisme. Le premier était une charmante pochade, mais le second se diluait un peu dans les bavardages.

Un travers dont Rohmer fera une composante essentielle de son art : le "plaisir du texte". Les dialogues, très écrits, ont toujours la primauté absolue et les personnages se définissent plus par ce qu'ils disent que par ce qu'ils font.

La Collectionneuse (1967) est une authentique comédie de mœurs prenant comme sujet les vacances à Saint-Tropez d'une jeune fille moderne et de deux hommes qui se livrent à un manège pervers auprès d'elle. Le film plut à ceux qui virent en Rohmer un nouveau Vadim, en plus intellectuel, et à ceux qui reconnurent son exact contraire, en se délectant de la mystification. Avec ce film, on découvrit que Rohmer était un grand cinéaste du texte.

La confirmation vint avec *Ma nuit chez Maud* (1969). Un homme, seul à Clermont-Ferrand, hésitait entre deux femmes également séduisantes : une intellectuelle de gauche et une catholique. Ils discutaient longuement de politique, de philosophie et de métaphysique. Quel cinéaste oserait parler de Pascal et saurait en parler aussi bien que Rohmer ? Mais tous les personnages ne disposaient pas d'un texte écrit. Ainsi la grande tirade d'Antoine Vitez sur le marxisme était-elle entièrement de son cru.

Le succès de *Ma nuit chez Maud* fut étonnant. Le dépouillement "janséniste" de la forme comme du fond séduisit jusqu'aux intellectuels américains. De là date le succès des films de Rohmer aux États-Unis.

Le Genou de Claire (1970), histoire d'un homme aux prises avec trois femmes, ne laissait pas d'être profond sous une apparente frivolité. Avec Rohmer, les jeux de l'amour et du hasard décollent de la banalité pour accéder à la dialectique des grands principes et des grands sentiments.



Édith Clever (au centre) dans *la Marquise d'O* : les mésaventures d'une jeune femme qui tombe enceinte alors qu'elle est sûre de sa vertu. Une histoire résolument à contre-courant.

Enfin, *l'Amour l'après-midi* (1972) était l'histoire d'un homme marié, tenté par l'adultère, qui se ravise *in extremis* et choisit la fidélité. Le dernier des *Contes moraux* tournait également à la discussion d'idées et à l'analyse psychologique, offrant une synthèse des cinq précédents auxquels il apportait l'illustration la plus explicite de la morale catholique de Rohmer : le péché, la grâce, la rédemption.

L'état d'esprit de la Nouvelle Vague n'était pas fait de contestation mais de désarroi. Sur ces personnages désemparés, Éric Rohmer posait un regard froid et distant d'entomologiste. Il filmait avec le plus de simplicité et de réalisme possible des êtres très compliqués qui vivent délibérément dans l'imaginaire. Entre le créateur et ses personnages il existe toujours une distance, celle de la morale dont on a dit qu'elle était janséniste et dont l'archaïsme fait les délices de Rohmer. En pleine période de libéralisation des mœurs, il n'hésitait pas à défendre un certain puritanisme qui transparaît jusque dans des images et des dialogues soigneusement polis. Et il rencontrait ainsi un large succès auprès d'un public qu'il voulait lui-même "élitaire". « *Il le devient par la force des choses,* dit-il, *et je le regrette. C'est déjà faire partie d'une élite que d'avoir le courage de quitter pantoufles et télévision pour sortir et voir des films nouveaux. Il ne s'agit pas d'une élite sociale, mais d'une élite de l'effort.* »

Permanence des sentiments

La soixantaine racée, une longue silhouette d'ascète, les cheveux gris se faisant rares, l'œil bleu très clair, Éric Rohmer a des allures de condottiere. Passéiste ? Il a toujours affirmé que la meilleure façon d'aller de l'avant en art était de garder le lien avec le passé.

« *Le passé, c'est le présent,* dit-il. *Le contemporain, c'est déjà fini. Les monuments du passé, au lieu d'empêcher les artistes de créer, leur interdisent de refaire la même chose. Ce qui m'intéresse, c'est de découvrir ce qu'il y a de moderne dans les œuvres anciennes et d'ancien dans les œuvres modernes.* [...] *Il y a une part d'éternité dans les sentiments. Je ne puise pas mon inspiration dans les valeurs médiatiques, éphémères, mais dans cette part souterraine, immuable, des gens, qui est toujours moderne.* »

A propos de *la Marquise d'O* (1976), adaptation d'une nouvelle de Heinrich von Kleist écrite à la fin du XVIIIe siècle, Rohmer déclarait : « *Rajeunir l'œuvre ne veut pas dire, pour moi, la moderniser mais la rendre à son temps. La mise en scène cinématographique peut nettoyer l'œuvre classique de sa patine et ce décapage lui rendre, tout comme aux tableaux des musées, ses vraies couleurs.* »

La Marquise d'O est l'histoire d'une jeune femme qui s'éveille un beau matin, mal à

l'aise, le ventre arrondi, comme si elle attendait un enfant. Pourtant, elle est sûre de sa vertu. Elle jure qu'elle n'a commis aucune "faute", mais personne ne veut croire en son "innocence".

Porter cette nouvelle à l'écran fut un divertissement raffiné pour un cinéaste suprêmement cultivé. Rohmer se délecte du contraste entre le romantisme échevelé de la situation et la dignité bourgeoise du milieu où se déroule l'action. « *Avec une histoire aussi démodée,* disait-il à l'époque, *on va encore dire que je suis à contre-courant, mais comme nous tournons en rond, j'arrive souvent au bon moment. Aujourd'hui, je pense que les mésaventures de la marquise d'O peuvent séduire les spectateurs un peu blasés par les libertés que le cinéma s'est accordées depuis quelques années. On a tout dit sur nos mœurs, tout vu. Un peu de chasteté ne peut faire de mal. Je reste persuadé que nos sentiments profonds n'ont pas véritablement changé. On les exprime différemment, voilà tout.* »

Conteur et moraliste

Cet ancien professeur d'ancien français a donné libre cours à sa passion littéraire avec *Perceval le Gallois*, adaptation d'un roman en vieux français et en vers, écrit au XIIe siècle par Chrétien de Troyes.

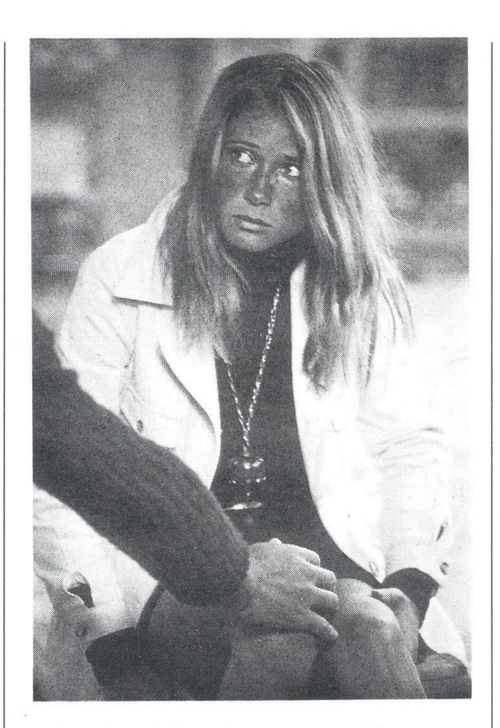
C'est le récit d'un itinéraire spirituel au cours duquel le héros, à la fois naïf et mystique, reçoit une triple formation dont Rohmer fait une apologie stylisée : d'abord l'enseignement pratique de sa mère, puis l'éducation morale de la chevalerie, enfin l'initiation qui transcende les deux autres, la charité chrétienne.

A travers une mise en scène dépouillée jusqu'à l'épure, Rohmer s'est attaché à retrouver l'authenticité de la spiritualité médiévale et la signification morale de l'œuvre, tout en préservant cet esprit courtois, équivalent du libertinage des contes moraux et qui, comme lui, tient le spectateur sous le charme.

Derrière l'érudit, le cinéaste et le poète sont toujours présents. Dans *Perceval le Gallois*, comme dans *la Marquise d'O*, la beauté des images renvoie à la beauté du texte. D'où l'enchantement et l'espèce de délectation culturelle qu'éprouve le spectateur, même peu familier de la littérature allemande ou médiévale.

Pour l'*Encyclopédie du cinéma* (Bordas), « *l'esthétique de Rohmer peut passer pour relever d'une idéologie réactionnaire* » car elle repose sur « *la volonté de ne rien démontrer* ». Le cinéaste se défend en effet d'être sociologue. Il se veut conteur et, accessoirement, moraliste. Il s'en explique :

« *Il y a un immoralisme systématique dans le cinéma d'aujourd'hui que je juge très démodé, très ridicule, et qui ne choque même plus personne. Chrétien ? Je préfère ne pas répondre ! Excepté dans* Perceval, *je n'ai jamais abordé de sujets mystiques. J'y songeais peut-être autrefois, quand je m'intéressais à Rossellini. Je pensais au personnage de Bernadette. Mais je ne pourrais pas tourner aujourd'hui un film comme celui d'Alain Cavalier sur*



Laurence de Monaghan dans *le Genou de Claire*. Une illustration peu banale, avec des images et des dialogues soigneusement polis, de la dialectique du désordre amoureux et de l'ordre moral.

Thérèse, par exemple. Mon propos est plus mondain. Si une spiritualité, un regard chrétien apparaissent dans mes films, c'est à travers des histoires légères, mondaines. »

Cela est particulièrement vrai de la série *Comédies et Proverbes* qu'il entreprend à partir de 1980 et qui évoque autant Musset que Marivaux, tout en se référant toujours à la tradition classique. Des *Contes moraux* à ces *Comédies et Proverbes*, on glisse d'un point de vue éthique porté sur les personnages à un regard complice, dénué de jugement et de morale explicite.

Mais Rohmer, observateur passionné de la comédie du monde et du jeu frivole des apparences et des permanences, s'attache toujours à illustrer le plus clairement possible le comportement de ses contemporains dans des situations chaque fois exemplaires.

Dans *la Femme de l'aviateur* (1981), François, qui travaille la nuit, aime Anne qui travaille le jour. Un quiproquo né d'une situation fausse va mener à une vérité cruelle. Sous-titre du film : *On ne saurait penser à rien.*

Dans *le Beau Mariage* (1982), une jeune femme très libre décide de se marier à tout prix. « *Je ne cherche pas un homme qui me prenne, mais un homme qui me garde* », dit-elle. Peu importe l'époux, c'est la décision qui compte. Et la détermination de réagir contre les mœurs.

« *Autrefois,* dit le cinéaste, *le mariage apparaissait comme une chose normale, obligatoire. Ici, au contraire, il est insolite, presque choquant. La mère de l'héroïne s'indigne que sa fille veuille épouser un homme avant d'avoir vécu avec lui.* »

Cette histoire d'amour reste presque entièrement cérébrale. Pas de sensualité, sinon à peine suggérée. Rohmer peint l'esprit de l'amour plus que son accomplissement.

Pauline à la plage (1983) est un marivaudage de fin d'été où des intellectuels oisifs et snobs discourent à l'infini sur la passion, le libertinage et le cynisme. Sous les yeux d'une adolescente qui verra sa propre idylle, toute simple, brisée par les complications et les perversions de ses aînés.

Les Nuits de la pleine lune (1984) est l'histoire banale d'un couple qui s'aime trop, qui s'aime mal, qui ne s'aime plus, mais qui résume la singularité de notre époque. Encore une fois, le thème du couple est élevé au rang de mythe cinématographique ou, diront certains, d'idée fixe. Rohmer est fidèle à la fidélité.

Peu importe si les personnages paraissent fades et superficiels : il en fait des archétypes par le classicisme de son style. Tout en éprouvant pour eux une sorte de complicité un peu trouble qui empêche de résoudre le mystère de leur comportement. Il leur sonde le cœur et la tête en les faisant beaucoup parler.

Comme toujours, le plus grand plaisir du film tient en effet dans ses dialogues. Les personnages se heurtent à la difficulté de réaliser leurs désirs : rien là de captivant. Mais quand ils le disent, l'analysent, le justifient dans une langue élégante comme celle du XVIIIe siècle, le texte n'est plus l'accompagnement de l'action, mais l'action elle-même. Ce style fait de précision, de finesse et d'élégance, puise à la source des auteurs classiques et va à l'essentiel en se passant d'effets inutiles.

Indifférents aux modes, les films de Rohmer n'en sont pas moins d'une extrême modernité. Louise, l'héroïne des *Nuits de la pleine lune*, est une fille bien de son époque : elle veut à la fois conserver son homme et garder sa liberté. De même, la Delphine du *Rayon vert* refuse la solitude mais hésite à y mettre fin. Attitude typique de la jeunesse contemporaine. Rohmer entérine la libération des femmes et l'inclut dans l'éternelle dialectique du désordre amoureux. En suivant l'œuvre de ce moraliste depuis vingt ans, il est possible de se faire une idée assez exacte de l'évolution des mœurs en France.

Pudeur, rigueur, dépouillement

Rohmer passe pour puritain parce qu'il parle de morale. Mais ses films sont parmi les plus subtilement érotiques du cinéma français. Toute son œuvre est le récit de la lutte perpétuelle entre la pudeur des discours et l'impudeur des actes, entre l'équilibre des sentiments et le déséquilibre des sens.

Alors qu'on ne cesse de montrer sur les écrans une jeunesse qui "s'éclate" dans la violence et la drogue (*Nikita*) ou dans le néant abyssal de la pensée (*le Grand Bleu*), Rohmer décrit les vrais désarrois d'une jeunesse demeurée saine. Ce cinéma, jouant sur la pudeur, le dépouillement et la rigueur, n'est pas moderne si le modernisme c'est aujourd'hui l'esthétique "vidéo-clip" des Beineix, Besson, Carax et la dérision hargneuse d'un Chatiliez, mais il n'y en a pas de plus actuel, de plus jeune, ni de plus français. ■



Le siège-bunker du PCF, place du Colonel-Fabien : symbole d'une puissance perdue. Du moins sur le plan électoral : 16,9 % des inscrits en 1978, 3,6 % en 1989. Mais, soutenu par l'établissement, le Parti communiste conserve ses réseaux d'influence.

Le grand déclin du Parti communiste

par Roland Gaucher

Alors que l'idéologie la plus barbare jamais enfantée semble entrer dans sa période de déclin — à l'Est par la volonté de quelques apparatchiki reconvertis à la social-démocratie, à l'Ouest par le désintérêt des électeurs —, l'existence en France du Parti communiste, dernier vestige du stalinisme, fait figure d'incongruité. Ayant perdu toute légitimité électorale et maintenu néanmoins dans tous ses privilèges par un établissement complice, le parti n'en finit pas d'agoniser. La crise qu'il connaît aujourd'hui pourrait bien être la dernière.

Pour comprendre la crise qu'affronte aujourd'hui la direction du Parti communiste français, pour en mesurer l'importance, il convient de la replacer dans l'histoire de cette formation politique et de la comparer avec des crises antérieures, d'une gravité équivalente.

Celles-ci sont au nombre de deux : la crise provoquée dans les années 1934-1935 par la rupture avec Jacques Doriot et celle qui intervient quelques années plus tard, en 1939, avec le choc du pacte germano-soviétique et la dissolution du Parti.

Quand Doriot s'en va, le PCF perd non seulement une personnalité d'un ascendant sans égal, mais aussi bon nombre de cadres qui rallient le grand Jacques, tels Henri Barbé, Pierre Dutilleul, Émile Bougères, Paul Marion (bras droit du général Muraille [1] dans le réseau d'espionnage des Rabcors [2]), etc. Un ébranlement qui ne touche pas seulement des membres de l'"appareil", mais aussi de nombreux militants de base, notamment dans le "rayon" de Saint-Denis.

Le groupe doriotiste dissident s'oriente d'abord vers une sorte de travaillisme à la française, puis, ralliant un certain nombre de personnalités et de militants venus de la droite ou de l'extrême droite (Bassompierre, Pucheu, etc.), prend l'allure d'une formation fascisante.

Le PPF (Parti populaire français) ne dispose toutefois pas du temps nécessaire pour s'organiser sur le plan électoral. C'est pourquoi le PCF ne sera guère affecté électoralement par la dissidence Doriot. Aux élections de 1936, il remporte, grâce à son alliance avec le Front populaire, un succès notable. Succès très largement confirmé par

la fusion de la CGT et de la CGTU (communiste) qui est rapidement contrôlée par les cadres communistes. Les occupations d'usines, les avantages arrachés au patronat français en faveur des travailleurs (congés payés, etc.), la fin même de ces occupations décidée par la direction du parti (« *il faut savoir terminer une grève* », déclare Maurice Thorez) confirment la puissance de ce parti face à la dissidence naissante du PPF.

On connaît la suite : le PPF qui, sous l'occupation, s'est engagé à fond dans la politique de collaboration, est balayé à la libération. Son chef est mort en Allemagne, victime du mitraillage de sa voiture par un avion allié.

La crise de 1939

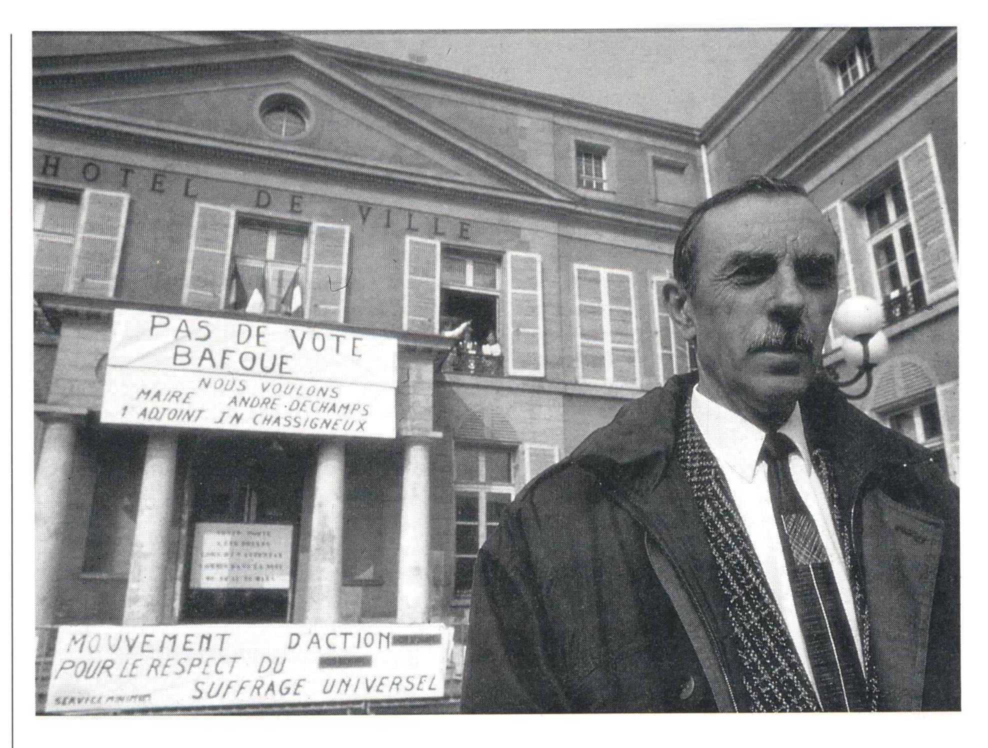
La seconde crise du Parti communiste s'ouvre fin août 1939, à l'annonce de la signature du pacte germano-soviétique. Elle provoque un choc grave, non seulement chez certains cadres du parti (Gitton, Vassart, Clément, etc.), mais aussi parmi les militants de base. Dans les cellules, nombre d'entre eux déchirent leur carte.

Mais le choc principal sera porté par une décision gouvernementale, appliquée en septembre de la même année par le ministre de l'Intérieur, le socialiste Sérol : l'annonce de la dissolution. Survenant en temps de guerre, elle disloque le Parti. La situation est d'autant plus grave que l'homme qui, en cas de dissolution, devait prendre la tête de l'appareil clandestin, Auguste Vassart, est entré en dissidence lorsqu'a été connue la signature du pacte Hitler-Staline.

En outre, cet appareil clandestin a été conçu pour fonctionner dans une perspective révolutionnaire et non dans l'hypothèse d'une guerre internationale. Conséquence : nombre de ses cadres instituteurs ou membres de la FSGT sont mobilisés sur le front et se trouvent donc dans l'incapacité d'agir. C'est grâce aux jeunes filles communistes que pourra se reconstituer un appareil clandestin. Il faudra plusieurs mois pour y parvenir.

De toute façon, le pacte, la dissolution, la désertion de Thorez, la fidélité sans faille à Moscou, l'extraordinaire popularité du maréchal Pétain, du moins dans les premiers temps de l'occupation, ont littéralement atomisé les effectifs du parti. Celui-ci, à la veille de la guerre, se vantait de compter trois cent mille membres (chiffre gonflé, assurément). Durant la guerre et l'occupation, il n'en conservera que quelques milliers, acquis, il est vrai, à la faveur de l'action illégale.

Entre la crise Doriot et celle de 1939, il y a donc deux différences notables : la crise de 1939 secoue le Parti dans ses profondeurs, ce qui ne s'était pas produit quelques années plus tôt avec Jacques Doriot et ses camarades, mais les cadres du PCF qui s'en vont après le pacte germano-soviétique ne réussiront pas à constituer une autre formation dotée d'une réelle efficacité. Certains rejoignent le PPF de Doriot, mais la majorité d'entre eux demeurent isolés, ce qui ne leur épargnera pas l'épuration.



L'ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois, André Deschamps, réélu le 17 mars à la suite d'une invalidation, mais aussitôt destitué par son parti à cause de son hostilité affichée à l'immigration. Une affaire exemplaire qui résume la vraie crise du PCF.

Le temps de la puissance

Pour faire face à ces deux épreuves, le PCF s'est battu, adossé à une double muraille : idéologique, celle du marxisme-léninisme, confortée par l'adulation dont Staline était l'objet ; financière, celle des subventions occultes procurées par les agents du Komintern.

On peut y ajouter, pour la première crise, l'étai électoral fourni par l'électorat communiste. Appui qui fait naturellement défaut dans la période 1939-1945, mais qui n'est guère nécessaire : le temps est aux minorités agissantes chères à Georges Sorel.

Dès la libération, la puissance du PCF se reconstitue à toute allure. En 1945, il compte quelque cent cinquante députés et finit par rallier, en 1946, 28 p. cent des suffrages. En dépit de la constitution de Force ouvrière, sa puissance syndicale est sans égale. Elle lui permettra d'ailleurs de déclencher, en 1947 et 1948, à l'échelon national, de puissantes grèves de caractère quasi-insurrectionnel.

A partir de cette époque, le Parti communiste français ne connaîtra plus de crise importante. Les départs ou les exclusions qui interviennent, fussent-ils le fait de personnalités, demeurent des cas isolés, des actes individuels. Ni Charles Tillon, ni André Marty, ni Auguste Lecœur, ni Annie Kriegel, ni Roger Pannequin, ni Roger Garaudy, ni Henri Fiszbin ne réussiront — à supposer qu'ils en aient eu le dessein — à fonder quelque chose en dehors du parti. Alain Krivine, avec une poignée de camarades, parvient bien à créer une formation trotskiste, qui s'appellera finalement la Ligue communiste révolutionnaire, mais celle-ci restera réduite — et cette situation se prolonge depuis un quart de siècle — aux dimensions d'un groupuscule politique.

Le rôle des autres s'est limité à apporter des révélations sur l'histoire du PCF. Contribution non dénuée d'intérêt certes sur le plan intellectuel, mais qui est restée sans incidence sur les masses.

Il aura donc fallu attendre quelque quarante-cinq ans pour que s'ouvre, alors que Georges Marchais et son groupe tenaient la direction du Parti, une crise d'une ampleur équivalente à celle des deux précédentes.

Ce serait toutefois une singulière erreur de s'imaginer que les turbulences que connaît aujourd'hui le PCF ont commencé avec la perestroïka et la glasnost de Gorbatchev, avec les bouleversements qui affectent actuellement l'empire soviétique et avec les événements d'une importance considérable et d'une rapidité foudroyante qui se sont déclenchés en RDA, en Roumanie, en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, etc.

L'effondrement électoral

Non. La crise a commencé bien plus tôt. Et elle se manifeste par une chute électorale massive. En 1968, le Parti communiste réunit encore 20,3 p. cent des suffrages. Cet électorat va se déliter, puis s'effondrer aux élections européennes de 1984 (scrutin proportionnel).

Alors que le Front national effectue sa percée à l'échelon national, avec près de 11 p. cent des voix, le PC n'en récolte guère que 10 p. cent.

A quoi faut-il attribuer cette perte massive et brutale ? A un certain manque de confiance de l'opinion qui ne croit plus aux perspectives révolutionnaires d'un parti qui est resté à la remorque des tumultes de Mai-68 et qui se montre aussi mal à l'aise dans sa collaboration gouvernementale avec les socialistes — colla-

boration à laquelle il mettra du reste fin lui-même ?

Sans doute. Mais d'autres causes — qui tiennent à de profondes mutations sociologiques — expliquent aussi cet effondrement. Dans les années soixante, les ouvriers représentent 46 p. cent de l'électorat communiste [3], les paysans environ 9 p. cent. Le reste se recrute parmi les employés et les classes moyennes. Dans les années qui suivent, le nombre des paysans ne cessera de diminuer et le prolétariat, surtout dans les grands centres métallurgiques, sera fortement laminé par l'automatisation et le développement de l'informatique, etc.

En particulier, l'ouvrier français est de plus en plus souvent remplacé, derrière les machines, par la main-d'œuvre étrangère, essentiellement d'origine maghrébine. Si les postes de P.2 et de P.3 (la catégorie professionnelle de Georges Marchais) sont encore occupés par des ouvriers français, les O.S. sont presque exclusivement des ouvriers étrangers.

La cohabitation dans les HLM entre travailleurs français et travailleurs maghrébins va être, pour l'électorat communiste, la source d'une désaffection croissante. Nous y reviendrons plus loin.

Le choc de la perestroïka

Dans tout parti dont l'électorat passerait en quinze ans de 20 p. cent à 10 p. cent, les débats seraient nombreux et animés, et la direction de ce parti serait remise en question, voire renversée à l'occasion d'un congrès. Il n'en a rien été au PCF, en raison du centralisme démocratique, de la dictature qu'exerce le secrétariat du parti, de la sélection soigneuse à laquelle sont soumis les dirigeants, notamment par l'entremise de la fameuse section des cadres.

Avant même que la perestroïka n'ait produit ses effets, une première contestation s'est manifestée avec Pierre Juquin. Celui-ci tente de fédérer divers courants d'extrême gauche, principalement trotskistes. Il bénéficie largement du soutien des médias. Mais cette tentative se solde par un échec électoral. Juquin est réexpédié aux poubelles de l'histoire.

Cela se passait, il est vrai, avant la perestroïka et les bouleversements survenus à l'Est. La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : y a-t-il place pour un changement de direction à l'intérieur du Parti communiste français ? Georges Marchais peut-il être délogé de son poste ? Ou y a-t-il une alternative ? Un parti dissident aux couleurs italiennes, c'est-à-dire social-démocrate, peut-il se constituer ?

Dans les deux cas, rien ne peut se faire sans candidats à la succession du secrétaire général ou sans meneurs pour une dissidence.

A ce sujet, certains noms sont prononcés depuis quelques mois : ceux d'Anicet Le Pors, de Claude Poperen, de Marcel Rigout, de Charles Fiterman, notamment.

On ne dispose pour l'instant, dans ce domaine, que de rumeurs. Rigout est sans doute la personnalité la plus hostile à Marchais. Mais Rigout n'est pas Doriot. On dit aussi que Fiterman a de fréquents contacts avec l'ambassade soviétique qui verrait en lui le chef de file d'un parti communiste réformateur social-démocrate, l'homme de la voie italienne. Des craquements se font entendre aussi à la CGT, où Krasucki aurait pris ses distances avec les dirigeants de la place du Colonel-Fabien. Il semble encore que le PCF connaisse actuellement des difficultés financières.

Nous sommes tout à fait sceptiques quant à la possibilité de bouleversements intérieurs. Qui tient le secrétariat tient la section des cadres, tient le Parti, donc le congrès. Il est cependant vraisemblable que la troisième crise que traverse le PCF sera la plus grave de toutes. La muraille idéologique s'est écroulée : Marchais est aujourd'hui contraint d'avouer qu'il avait commis une erreur en considérant que le bilan des régimes soviétiques était globalement positif. La muraille financière est sans doute fortement fissurée : c'est un mur de Berlin qui peut être jeté à bas demain. Quant au mur électoral, il s'effrite à chaque consultation.

Deux voies

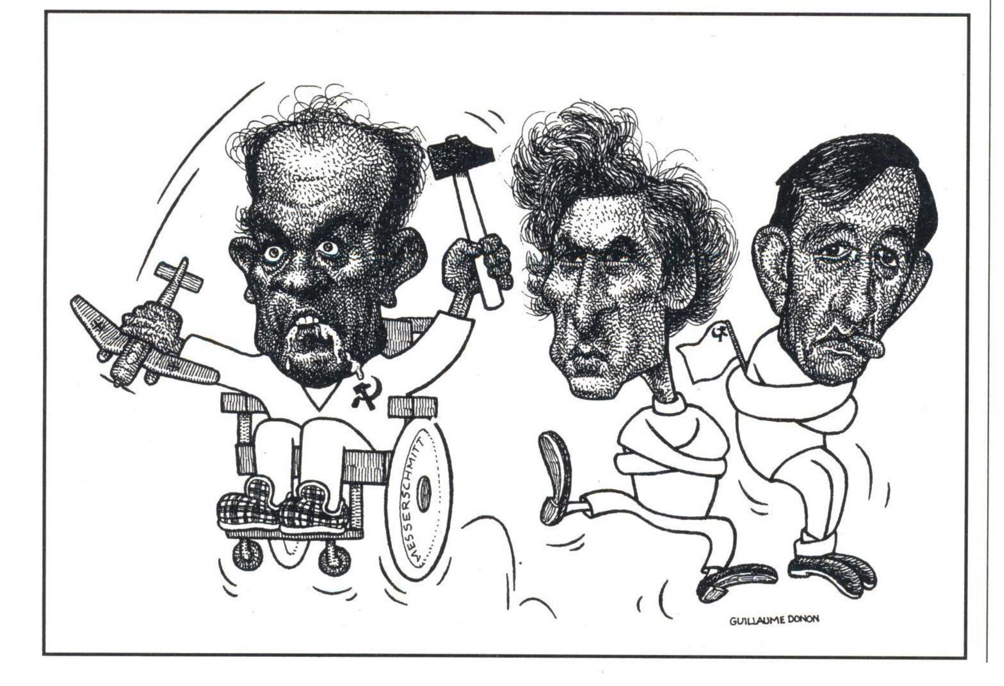
Un parti communiste dont l'orthodoxie se réduirait au culte de la personnalité, en l'occurrence celle de Georges Marchais, est destiné à connaître des crises de plus en plus graves au sein de ses fédérations et semble voué, en dépit d'un congrès dont les apparatchiki sortirent apparemment victorieux, à la désagrégation. Dès lors, deux voies sont, selon nous, possibles :

La première serait la constitution d'un parti réformé selon les vœux et avec les fonds de Moscou. Si les dirigeants du Kremlin le veulent vraiment, ce parti naîtra et des hommes se trouveront pour l'animer. Il n'en aura pas moins une situation difficile entre le parti socialiste et un parti communiste français demeuré délibérément sectaire. Dans cette perspective, l'attitude des dirigeants cégétistes sera déterminante.

La seconde est celle ouverte, peut-être sans qu'il l'ait voulu, par le maire de Clichy-sous-Bois, Deschamps. Cette voie s'offre à des dizaines de milliers de travailleurs et d'électeurs communistes qui ont à souffrir de la cohabitation avec les immigrés. De mois en mois, chez ces hommes et ces femmes, confrontés chaque jour à des situations de plus en plus intolérables, une prise de conscience s'opère qui les mène sur la voie du combat nationaliste.

Encore faut-il qu'un dialogue fraternel s'engage, à la base, avec ces militants et qu'une stratégie soit élaborée pour accueillir et mobiliser ces travailleurs. ■

Georges Marchais, Philippe Herzog, André Lajoinie, gérants de la faillite idéologique et électorale du PCF. L'URSS pourrait imposer Fiterman comme chef de file d'un parti communiste social-démocrate. Mais cela arrêterait-il l'hémorragie des militants et électeurs ?



1. Surnom d'un espion soviétique d'origine balte, dont l'identité reste inconnue.
2. Rabcors : *rabotchii korrespondenti*. Autrement dit : "correspondants d'entreprises".
3. Voir *les Communistes français*, d'Annie Kriegel, éd. du Seuil, p. 15.

Les chiffres du déclin

Élections	Suffrages exprimés	Inscrits
Législatives 1978	20,7	16,9
Européennes 1979	20,5	11,9
Présidentielles 1981	15,5	12,4
Européennes 1984	11,2	6,1
Législatives 1986	9,7	7,2
Présidentielles 1988	6,7	5,4
Législatives 1988	11,1	7,2
Européennes 1989	7,9	3,6

Il était une fois... Céline

de Nicole Debrie*



Un auteur a toujours le droit de choisir un titre qui n'ait rien à voir avec le sujet de son livre. Nicole Debrie ne s'en prive pas : ce n'est pas un conte qu'elle nous propose, elle ignore les anecdotes, et, même, les quelques éléments biographiques qui l'intéressent sont curieusement rejetés dans son dernier chapitre. Il est vrai qu'un sous-titre : "Les intuitions psychanalytiques dans l'œuvre de Céline" dissipe toute ambiguïté. Ce serait à tort qu'il écarterait quelque lecteur prévenu contre les inepties que la critique psychanalytique s'est souvent permises à l'égard des œuvres littéraires. Rien de tel ici. Nicole Debrie se garde d'abuser d'un vocabulaire technique qui pourrait déconcerter. Son livre est ouvert à tous, éclairé par le mot de Céline : « *La littérature doit être en avant de la psychanalyse et non en arrière.* »

L'apport de Céline à la psychanalyse

« *Plutôt,* écrit-elle, *que de lui appliquer une* grille analytique — *d'ailleurs problématique, comme n'ont pas manqué de le faire beaucoup d'études —, il nous paraît plus juste de lire Céline à partir d'une culture psychanalytique, de mettre en évidence des* associations *à partir des différents moments de son œuvre et d'ouvrir la voie à un possible enrichissement de la sensibilité analytique par l'apport célinien.* »

Telle est l'intention du livre. La place finale de la biographie s'y trouve ainsi justifiée. L'humeur est assez batailleuse, Céline y est aimé plus que les céliniens, qui auront certainement leur mot à dire sur telle ou telle appréciation. Quant aux détracteurs du romancier, aucun de leurs griefs ne reste sans réplique.

On goûtera particulièrement le chapitre initial : "Semmelweis ou l'identification", qui manifeste déjà le souci de réduire à l'unité les multiples manifestations apparemment contradictoires et incohérentes du génie de Céline.

Plus loin (chapitre VI : "Le parler"), une quarantaine de pages excellentes sont riches en analyses neuves et pénétrantes sur l'originalité poétique de l'écrivain Céline.

Un jalon précieux

Le chapitre "Céline et la judaïté" se lit aussi avec un vif intérêt, en particulier les pages qui sont consacrées à Céline lecteur de Disraeli ou correspondant d'Élie Faure. Nicole Debrie me paraît moins convaincante sur le sens exact des trois pamphlets de 1937-1941. L'antisémitisme qui s'y manifeste avec une clarté aveuglante est une donnée qu'il faudrait analyser objectivement plutôt que d'en contester ou même d'en nuancer l'existence. L'amitié du critique pour son auteur (qui aurait bien dû se traduire par une rigueur plus grande à la correction des épreuves) va rarement jusqu'à une subtilité apologétique excessive. Le plus souvent elle inspire, appuyée sur des rapprochements littéraires judicieux, une compréhension originale de Céline qui ne se prétend pas définitive, mais constitue un jalon précieux pour de nouvelles approches.

Jacques Robichez ■

---

* Nicole Debrie : *Il était une fois... Céline*, Paris, Aubier, 1990, 476 p.

●

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Jean-François Jalkh
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Régis Constans
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Déline Certier, Damien du Laz
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Aramis, Didier Lefranc, Jean de Bauvière, Bruno Chossat, Hervé Morvan, Grégoire Legrand, Pierre de Meuse.

MAQUETTISTE
Christine Sinotte
ICONOGRAPHIE
Anne-Laure Le Gallou
IMPRESSION
Qualit'Offset - 94100 Saint-Maur-des-Fossés

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Gamma, Giraudon, Roger-Viollet, Sygma, Bisson-Sygma, Langevin-Sygma, Lauros-Giraudon, Harlingue-Viollet, Provençal-Gamma, Kipa, Lipnitzki-Viollet.
Couverture : Giraudon.
Dessin de Guillaume Donon.

IDENTITÉ
8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris
Tél. : (1) 47 27 56 66 - Fax : (1) 47 55 06 38
N° de commission paritaire : AS71225

L'agriculture assassinée
Mort de la civilisation rurale

de Jean-Clair Davesnes

Naguère charnellement attachés à leur glèbe, jaloux d'une indépendance chèrement payée, les paysans français ont été asservis par l'idéologie socialiste avec la complicité des multinationales des industries chimique et agro-alimentaire.

C'est cette histoire que retrace l'ouvrage de Jean-Clair Davesnes [1], chroniqueur de *Lectures françaises* [2].

Œuvre de synthèse condensant près d'un demi-siècle d'observations et d'enquêtes, bien structurée, limpidement écrite et donc accesssible à un très large public, elle démonte les mécanismes d'un asservissement, en dénombre les exécutants (parmi lesquels le diabolique Edgard Pisani) et dresse l'inventaire des dégâts écologiques, au sens le plus large de ce terme. Nous nous limiterons ici à cet aspect du livre.

Voici donc quelques-uns des dégâts provoqués par un productivisme forcené qui est souvent la mise en application de postulats marxistes.

Destruction et stérilisation des sols.

Le remembrement, surtout dans les régions de bocage, en arasant haies et talus, a accéléré l'écoulement des eaux et ainsi dégradé les sols qui perdent leur humus superficiel. Il faut alors compenser par des doses sans cesse accrues d'engrais chimiques, dont une grande partie, inassimilée, s'évade par les fossés collecteurs et passe dans les nappes phréatiques (pollution par les nitrates). Quand on ne peut plus dissimuler ces effets délétères, on commande des études scientifiques "pluri-disciplinaires" qui redécouvrent des évidences connues des paysans depuis des siècles !

Gaspillage d'énergie non renouvelable.

Dans l'agriculture ancienne, la source du flux d'énergie traversant végétaux puis animaux était le rayonnement solaire seul [3]. Dans l'agriculture mécanisée, s'y adjoint le pétrole. Qu'arrivera-t-il lorsque cette source sera épuisée, c'est-à-dire dans quelques générations ?

Extrême appauvrissement de la variété génétique animale et végétale.

Prenons le cas des bovins. Il y a un tiers de siècle, vingt-cinq races locales, adaptées au climat et résistantes aux maladies, pacageaient en France. Aujourd'hui, pour la production laitière, une race dominante : la Frisonne-Holstein. Robotisées, bourrées de maïs et de protéagineux comme le soja (importé des États-Unis), inséminées artificiellement, ces fabriques à lait à peine ambulantes ont submergé le marché. D'où la funambulesque institution européenne des quotas laitiers. Qu'à cela ne tienne ! Puisque l'un des buts visés depuis quarante ans est la réduction du nombre des paysans, on stimulera encore la lactation grâce à une hormone, la somatotropine [4] !

L'obsession : centraliser, contrôler tout, y compris l'insémination artificielle ! Un quasi-monopole avait été accordé en 1966 à l'Union nationale des coopératives d'élevage. On apprend avec une sorte de jubilation que, pour les races à viande, ce fut un échec et que la monte naturelle demeure largement majoritaire chez les grands éleveurs charolais et limousins.

Dégâts sociaux : "mort de la civilisation rurale".

D'abord des chiffres : la France, en 1954, compte cinq millions d'actifs agricoles ; en 1987, deux millions. Pour l'Europe, en vingt-cinq ans, élimination de douze millions d'emplois agricoles [5]. Aucune profession n'a été à ce point décimée. C'est cela l'Europe verte !

Ensuite, la perte d'une qualité d'âme, armature de la nation. Jadis, en effet, la stabilité réfléchie de la population rurale, respectueuse de la nature et gardienne de ses richesses renouvelables, pondérait la versatilité des masses urbaines. Ce fut encore le cas en Mai-68. Aujourd'hui, hélas !, le réflexe ne jouerait plus.

Pierre Routhier ■
Géologue, agrégé des sciences naturelles

---

1. Éditions de Chiré, 86190 Chiré-en-Montreuil, 1989, 253 p.
2. Mensuel édité par Diffusion de la pensée française (DPF), même adresse. Éditeur : Jean Auguy.
3. Pour comprendre cet aspect de la vie et, plus généralement, accéder aux bases vraiment scientifiques de l'écologie, voir François Ramade, *Éléments d'écologie. Écologie appliquée,* éd. Mc Graw-Hill, 1989, 578 p.
4. *Présent* (23/O2/90), article de Jean-Claude Martinez.
5. *Présent* (15/O3/90), article de Jacques Bompard.

Bourgogne : la diversité n'exclut pas l'identité



Quoi de plus banal en apparence que la vigne ? Et pourtant, si l'on se penche sur son histoire et sur celle du vin, on y découvre que c'est la seule plantation dont la culture, en termes agricoles, dépend de conditions culturelles (civilisation), avant de dépendre de conditions culturales (agriculture). C'est ainsi qu'il est de nombreux endroits, et notamment le pourtour de la Méditerranée, où les sols et le climat sont particulièrement propices à sa culture et à son développement, mais où elle fut interdite par les responsables des peuples qui y vivaient.

Par contre, il est des régions au nord de la Loire où la rudesse du climat n'est pas toujours favorable à la maturation des raisins. Or, aujourd'hui, à l'exemple de la Bourgogne, qui est le vignoble rouge de qualité le plus septentrional au monde, ces régions ont valeur d'exemple. Parce que les vins ont su garder leur identité.

Lorsqu'apparaît pour la première fois, en 507, le nom de Bourgogne dans une lettre de Théodoric, roi des Goths, à Gondebaud, roi des Burgondes, la vigne a déjà largement envahi les terres en pente des coteaux de la région.

On ne sait en fait pas réellement à quel moment la vigne a fait son apparition dans cette zone autour de Lyon. Mais, compte tenu des conditions climatiques plus rudes que dans les régions méditerranéennes, on estime généralement que — comme en Savoie, en Alsace, dans la vallée du Rhin ou... en Angleterre — on a planté de la vigne au fur et à mesure de l'avance des légions romaines, afin d'assurer aux troupes leur ration de vin, un vin qui, compte tenu de la distance et des conditions d'alors de conservation, ne pouvait plus venir de Rome, ou de ce qui n'était pas encore l'Italie, même si certains historiens estiment que la vigne existait déjà bien avant l'arrivée des... Gaulois.

Quoi qu'il en soit, le gallo-romain *burgondis* developpa la vigne, et plus particulièrement dans ce qu'on appelait le Pagus Arebrignus, zone qui regroupe la Côte de Beaune, la Côte de Nuits et la Côte Chalonnaise actuelles. Et ce vignoble prit tant d'importance qu'il finit par faire ombrage et... concurrence aux vins du Latium. L'empereur Domitien, soucieux de protéger ses "ouailles", prit un édit qui ordonna la destruction du vignoble au nord de la Loire. Mais il fut si peu écouté et suivi !

C'est que, depuis l'Antiquité, le vin et la notion de vin sont associés à l'amour et à ses manifestations. Il est des joies et des tristesses, il participe à la célébration du succès... ou de l'échec, il est le ferment de l'amitié, posant son empreinte sur la culture de l'esprit, le négoce, la guerre ou la paix, le repos du travailleur et aussi celui du... guerrier.

Pour bien des civilisations antiques, ceux qui renonçaient au vin renonçaient aussi à toute activité d'échange avec autrui, et se coupaient des autres à jamais. C'est dire l'importance de ce breuvage, à tous les stades de la hiérarchie de la société, et dans tous ses états de dilution, car on pouvait le boire coupé d'eau de mer, trempé de fleurs, fumé à la suie, additionné de poix ou de résine ou gorgé d'eau... chaude.

Mais si aujourd'hui le vin est consommé "nature", il a gardé, voire retrouvé, avec l'avènement de la civilisation du "vin-plaisir", toute sa puissance d'instrument du partage de la convivialité, prenant au passage toute son "autonomie" et toute son identité.

Les moines

Mais il ne faut pas croire pour autant qu'avant Gault-Millau le vin n'était qu'un simple breuvage au quotidien. Lorsqu'en 581, Gontran roi de Bourgogne offrit les vignes de Dijon aux abbés de Sainte-Bénigne, il allait créer un précédent à nul autre pareil et qui allait durer plus de douze siècles.

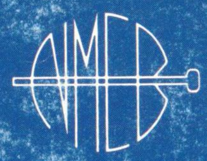
Car si au début les moines se réjouirent du fait que cet apport de vigne allait leur fournir le vin de messe dont ils avaient besoin, ils découvrirent également très vite quelle "monnaie" pouvait être un bon vin bien servi. Puis le royaume devint duché de Bourgogne, et les seigneurs attribuèrent tout ou partie de leurs vignobles aux ordres religieux qui n'en firent pas toujours un usage très... catholique, multipliant les surfaces, créant des domaines, comme celui du Clos de Vougeot né des efforts des moines de l'abbaye de Citeaux, dont la devise "croce et aratro" (la croix et la charrue) disait l'attachement de ses membres aux vertus du travail et de la prière.

Mais cette prolifération non surveillée se faisait de manière anarchique, tant dans les terroirs utilisés que dans les cépages plantés. A tel point que Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, ordonna en 1395 que seul le cépage pinot avait droit de plantation dans les vignobles du duché, bannissant le gamay et inventant du même coup la notion d'appellation telle qu'elle sera définie quelques siècles plus tard. *(Suite au prochain numéro.)*

Charles Cavin

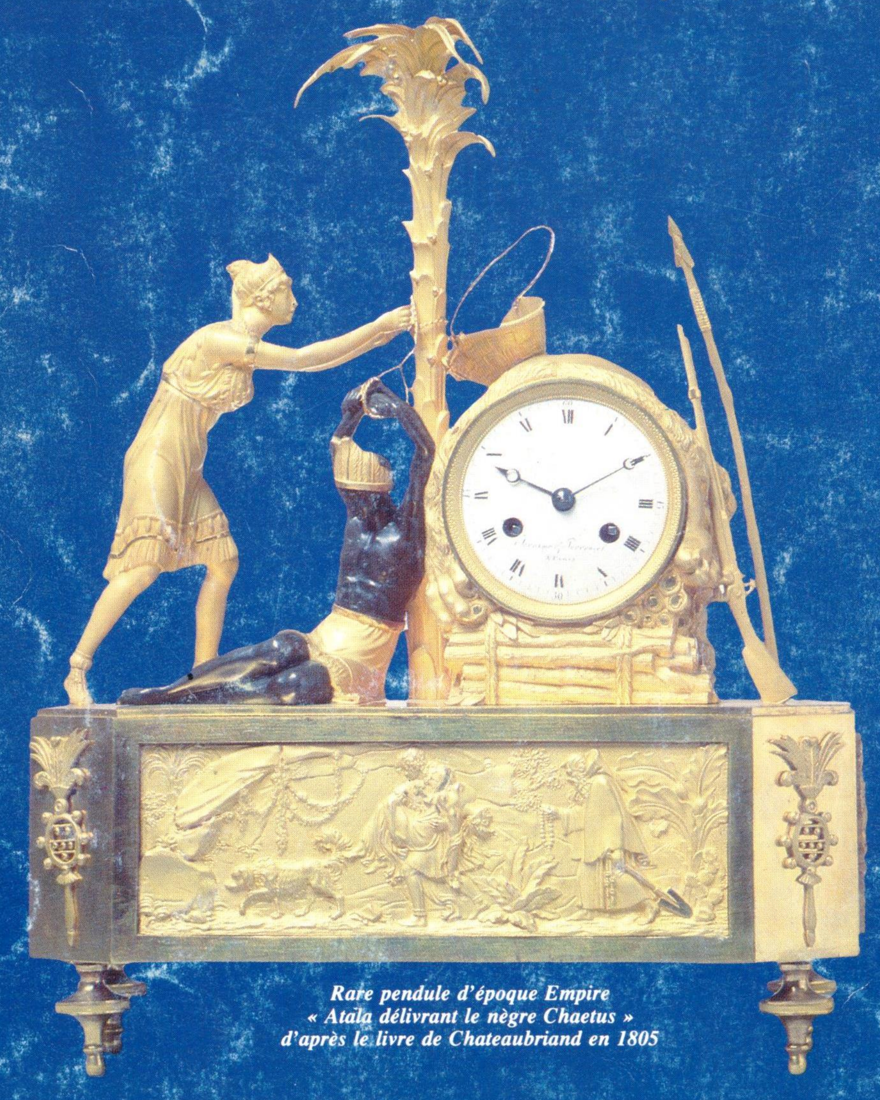
DROUOT-RICHELIEU

9, rue Drouot, 75009 PARIS



Vente aux enchères publiques
Le 1er juin 1990 salle 5 et 6 à 14 heures

Bel ameublement du XVIIIe siècle, tableaux, sculptures, boiseries



Rare pendule d'époque Empire
« Atala délivrant le nègre Chaetus »
d'après le livre de Chateaubriand en 1805

Mes Gilles NERET-MINET - Olivier COUTAU-BEGARIE
Commissaires-Priseurs Associés
8, rue St-Marc, 75002 PARIS
Tél. : 40.13.07.79 - Fax : 42.33.61.94

Exposition le jeudi 31 mai de 11 h à 18 h et le matin de la vente de 11 h à 12 h